AFRICAN FOOD SECURITY URBAN NETWORK (AFSUN)

Sécurité Alimentaire Dans Les Villes Secondaires en Afrique: N°. 3.

Dschang, Cameroun

SÉRIE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE URBAINE Nº. 29

AFRICAN FOOD SECURITY URBAN NETWORK (AFSUN)

Sécurité Alimentaire Dans Les Villes Secondaires en Afrique: N°. 3. Dschang, Cameroun

Yanick Borel Kamga, Alexander Legwegoh,
Liam Riley, Martin Lekeufack
et Patrick Njukeng

Editeur de la série: Jonathan Crush

SÉRIE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE URBAINE N°. 29

Remerciements

Il s'agit de la troisième publication d'une nouvelle série AFSUN sur la relation entre l'urbanisation rapide, les villes secondaires et la sécurité alimentaire en Afrique. Cette étude de cas est financée par une subvention du« Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) » *sur l'urbanisation secondaire, la sécurité alimentaire et la gouvernance locale en Afrique*.

© Les auteurs

Publié par African Food Security Urban Network (AFSUN)
www.afsun.org

Tous les droits sont réservés

Production par Bronwen Dachs Muller, Cape Town

Imprimé par Print on Demand, Cape Town

Auteurs

Yanick Borel Kamga est Enseignant en temps partiel au Département de Biologie Végétale, Université de Dschang, Cameroun.

Alexander Legwegoh est un chercheur indépendant et géographe du développement basé au Canada.

Liam Riley est membre auxiliaire du corps professoral de la BalsillieSchool of International Affairs, Université Wilfrid Laurier, Canada.

Martin Lekeufack est chargé de cours au Département de Biologie Végétale, Université de Dschang, Cameroun.

Patrick Njukeng est vice-doyen, Recherche et coopération, Faculté des sciences, Université de Buea, Cameroun.

Publications précédentes de la série AFSUN

No 1 *La crise invisible: la sécurité alimentaire en milieu urbain en Afrique australe*

No 2 *L'état de l'insécurité alimentaire en milieu urbain en Afrique australe*

No 3 *Voies vers l'insécurité: approvisionnement alimentaire et accès*

No 4 *Production alimentaire en milieu urbain et sécurité alimentaire des ménages*

No 5 *Le lien entre le VIH et la sécurité alimentaire en milieu urbain*

No 6 *L'insécurité alimentaire en milieu urbain et l'avènement de la banque alimentaire en Afrique australe*

No 7 *Urbanisation rapide et transition nutritionnelle en Afrique australe*

No 8 *Changement climatique et sécurité alimentaire dans les villes d'Afrique australe*

No 9 *Migration, développement et sécurité alimentaire en milieu urbain*

No 10 *Genre et insécurité alimentaire dans les villes d'Afrique australe*

No 11 *L'état de l'insécurité alimentaire en milieu urbain au Cap*

No 12 *L'état de l'insécurité alimentaire à Johannesburg*

No 13 *L'état de l'insécurité alimentaire à Harare, au Zimbabwe*

No 14 *L'état de l'insécurité alimentaire à Windhoek, en Namibie*

No 15 *L'état de l'insécurité alimentaire à Manzini, Swaziland*

No 16 *L'état de l'insécurité alimentaire à Msunduzi, en Afrique du Sud*

No 17 *L'état de l'insécurité alimentaire à Gaborone, Botswana*

No 18 *L'état de l'insécurité alimentaire à Blantyre, Malawi*

No 19 *L'état de l'insécurité alimentaire à Lusaka, en Zambie*

No 20 *L'état de l'insécurité alimentaire à Maputo, au Mozambique*

No 21 *L'état de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire à Maseru, Lesotho*

No 22 *Le retour des aliments: pauvreté et sécurité alimentaire au Zimbabwe après la crise*

No 23 *Les insécurités alimentaires des migrants zimbabwéens en milieu urbain en Afrique du Sud*

No 24 *Cartographier l'invisible: l'économie alimentaire informelle du Cap, Afrique du Sud*

No 25 *Insécurité alimentaire dans les quartiers informels à Lilongwe, Malawi*

No 26 *La révolution des supermarchés et la sécurité alimentaire en Namibie*

No 27 *Sécurité alimentaire dans les villes secondaires d'Afrique: No 1. Mzuzu, Malawi*

No 28 *Sécurité alimentaire dans les villes secondaires d'Afrique: No 2. Le corridor Oshakati-Ongwediva-Ondangwa, Namibie*

No 29 *Sécurité alimentaire dans les villes secondaires d'Afrique: No 3. Dschang, Cameroun (version anglais)*

Table des matières

1. Introduction 1
2. Contexte de Dschang 3
3. Méthodologie 7
4. Caractéristiques des ménages 9
   - 4.1 Taille du ménage 9
   - 4.2 Âge des membres du ménage 10
   - 4.3 Migration 12
   - 4.4 Niveaux d'éducation 14
   - 4.5 Composition du ménage 14
5. Pauvreté et moyens de subsistance 16
   - 5.1 Statut de travail 16
   - 5.2 Revenu du ménage 17
   - 5.3 Dépenses du ménage 19
   - 5.4 Types de logement 21
   - 5.5 Indice de pauvreté vécue (IPV) 22
6. Insécurité alimentaire des ménages 24
   - 6.1 Échelle d'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages (HFIAS) 24
   - 6.2 Diversité alimentaire des ménages 26
   - 6.3 Adéquation de l'approvisionnement alimentaire 28
   - 6.4 Prix des aliments 31
   - 6.5 Sécurité alimentaire, pauvreté et caractéristiques des ménages 32
   - 6.6 Sécurité alimentaire et situation migratoire 33
   - 6.7 Sécurité alimentaire et revenu des ménages 34
   - 6.8 Sécurité alimentaire à Dschang dans une perspective comparative 36
7. Système alimentaire de Dschang 37
   - 7.1 Sources alimentaires 37
   - 7.2 Achats alimentaires 38
   - 7.3 Production alimentaire des ménages 41
   - 7.4 Transferts alimentaires 46
8. Aliments autochtones 49
9. Conclusion 54

Références 56

Tableaux

Tableau 1: Revenu par quintiles 18

Tableau 2: Revenu mensuel moyen par source 19

Tableau 3: Dépenses mensuelles des ménages 20

Tableau 4: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par type de ménage 33

Tableau 5: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par statut de migration des ménages 34

Tableau 6: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par statut de migration des ménages 35

Tableau 7: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par type de revenu 35

Tableau 8: Comparaison des scores de sécurité alimentaire des ménages 36

Tableau 9: Proportion de ménages achetant des produits alimentaires 38

Tableau 10: Cultures pratiquées dans les zones rurales par les résidents de Dschang 43

Tableau 11: Cultures pratiquées dans les zones urbaines de Dschang 44

Tableau 12: Localisation de l'agriculture urbaine 44

Tableau 13: Raisons de ne pas s'engager dans l'agriculture urbaine 44

Tableau 14: Animaux élevés en ville pour la production alimentaire 45

Tableau 15: Raisons de ne pas élever de bétail en ville 45

Tableau 16: Sécurité alimentaire et pauvreté par production alimentaire des ménages 46

Tableau 17: Source des transferts alimentaires 47

Tableau 18: Types d'aliments reçus par les ménages 47

Tableau 19: Relation entre les transferts, la sécurité alimentaire et la pauvreté 49

Tableau 20: Aliments indigènes consommés à Dschang 51

Tableau 21: Source des aliments indigènes (% des ménages achetant chaque aliment) 53

Tableau 22: Raisons de consommer les aliments indigènes 54

Figures

Figure 1: Urbanisation au Cameroun 4

Figure 2: Localisation de la ville de Dschang 5

Figure 3: Répartition spatiale des ménages interrogés 9

Figure 4: Répartition de la taille des ménages 10

Figure 5: Âge des membres du ménage 11

Figure 6: Âge des chefs de ménage 12

Figure 7: Lieu de naissance des membres du ménage 12

Figure 8: Lieu de naissance par groupe d'âge 13

Figure 9: Année de migration vers Dschang 14

Figure 10: Niveau de scolarité des membres du ménage par sexe et par âge 15

Figure 11: Composition du ménage 16

Figure 12: Statut d'emploi des membres adultes du ménage 16

Figure 13: Sources de revenu des ménages 17

Figure 14: Dépenses mensuelles des ménages 20

Figure 15: Dépenses alimentaires et revenu moyen par quintile 21

Figure 16: Types de logement 22

Figure 17: Scores de l'indice de pauvreté vécue 23

Figure 18: Fréquence de la privation des besoins fondamentaux 24

Figure 19: Distribution des scores du HFIAS 25

Figure 20: Classification de la sécurité alimentaire des ménages 25

Figure 21: Fréquence de l'expérience des dimensions de l'insécurité alimentaire 26

Figure 22: Diversité alimentaire des ménages 27

Figure 23: Consommation de différents groupes alimentaires 28

Figure 24: Distribution des scores du MAHFP 29

Figure 25: Mois pendant lesquels les ménages n'avaient pas une alimentation adéquate 29

Figure 26: Principales raisons de l'insuffisance alimentaire par mois 29

Figure 27: Aliments inaccessibles en avril en raison du cycle agricole 30

Figure 28: Aliments inaccessibles en janvier en raison du manque de liquidités 30

Figure 29: Expérience de se passer de nourriture en raison des prix élevés 31
Figure 30: Types d'aliments affectés par les prix élevés 31
Figure 31: Fréquence d'utilisation de différentes sources alimentaires 37
Figure 32: Sources d'achat des principaux aliments 39
Figure 33: Localisation géographique des sources d'achat de denrées alimentaires 40
Figure 34: Fréquence des achats d'aliments par les ménages 41
Figure 35: Production alimentaire par les ménages 42
Figure 36: Temps nécessaire pour atteindre les plantations rurales 43
Figure 37: Source géographique des aliments transférés 48
Figure 38: Perceptions de l'importance des transferts alimentaires 49
Figure 39: Fréquence de consommation d'aliments autochtones 52

1. Introduction

Ce rapport fait partie des efforts du réseau urbain africain sur la sécurité alimentaire (AFSUN) d'accroître les connaissances sur les systèmes alimentaires urbains et l'insécurité alimentaire des ménages dans les villes secondaires africaines. Axé sur la sécurité alimentaire dans la municipalité de Dschang dans la région Ouest du Cameroun, le rapport s'appuie sur deux études antérieures sur les villes secondaires de Mzuzu, Malawi (Riley et al., 2018) et le corridor urbain Oshakati-Ongwediva-Ondangwadans le nord Namibie (Nickanor et al., 2019). Combiné avec la recherche de l'AFSUN dans les quartiers urbains à faible revenu des villes d'Afrique du Sud (Crush et Battersby, 2016; Frayne et al., 2018; AFSUN, 2020) et les enquêtes du projet "Consuming Urban Poverty (CUP)" (Battersby et Watson, 2019); CUP, 2020), ces rapports confirment que l'insécurité alimentaire des ménages est un problème répandu dans les petites villes africaines, lié aux niveaux élevés de pauvreté, à la hausse des prix des denrées alimentaires, au chômage élevé et aux opportunités limitées de produire de la nourriture. Alors que la densité de population en Afrique subsaharienne est encore plus faible que dans d'autres régions, elle a les taux de croissance démographique les plus élevés: le PNUD (2020) prévoit que la population de l'Afrique subsaharienne doublera d'ici 2050 (à environ 2,5 milliards) tandis que le reste des régions du monde combinées augmenteront d'environ 7% dans le même laps de temps. L'urbanisation sera sans aucun doute une caractéristique clé de ce boom démographique, et les pays africains continueront de faire face à une insécurité alimentaire croissante dans leurs villes.

La sécurité alimentaire prévaut lorsque «toutes les personnes, à tout moment, ont un accès physique et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive, qui répond à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine» (FAO, 2008) et comporte quatre dimensions principales: la stabilité, disponibilité, accessibilité et utilisation. Ces dimensions couvrent un large éventail de facteurs, y compris des quantités et des types d'aliments suffisants, et la capacité d'acheter ou de produire des aliments en quantités et types suffisants, y compris le stockage, la transformation et la consommation. L'insécurité alimentaire existe donc lorsque la nourriture n'est pas disponible, lorsque les individus ou les ménages n'ont pas les moyens de l'obtenir, lorsqu'elle n'est pas disponible à tout moment ou lorsque les individus n'ont pas accès à une alimentation sûre et culturellement appropriée (FAO, 2003). Environ une personne sur quatre en Afrique subsaharienne n'a pas suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine. L'objectif 1

des objectifs du Millénaire pour le développement de réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici 2015 n'a pas été atteint et on estime que 239 millions de personnes en Afrique subsaharienne souffrent de la faim et que ce nombre est en augmentation (FAO *et al.*, 2017).

L'insécurité alimentaire en Afrique est associée à des variables environnementales telles que le changement climatique (Luan et al., 2013; Muller et al., 2011), la pauvreté et le manque d'accès à la nourriture, ainsi que des facteurs démographiques et économiques. La «transition nutritionnelle» des aliments traditionnels de source locale, peu transformés à des aliments hautement transformés fabriqués à partir de produits commercialisés à l'échelle mondiale est un défi majeur pour la sécurité alimentaire urbaine en Afrique (Abrahams et al., 2011; Bloem et Pee, 2017).La transition est associée à des niveaux croissants d'obésité et de maladies non transmissibles telles que le diabète et les maladies cardiaques. Cela a donné lieu au triple fardeau de la malnutrition: la coexistence de la faim (apport calorique insuffisant pour répondre aux besoins énergétiques alimentaires), de la malnutrition (apport inadéquat prolongé en macro et micro-nutriments) et suralimentation sous forme de surpoids et d'obésité (IFPRI, 2017: 13).Ces tendances se produisent au sein des mêmes populations urbaines, avec les effets sur la santé de la malnutrition et de l'obésité parfois ressentis dans le même ménage ou par le même individu (Ruel et al., 2017). Si cette tendance a été largement observée, le processus de «transition nutritionnelle» n'a pas été suffisamment pris en compte dans les villes secondaires africaines.

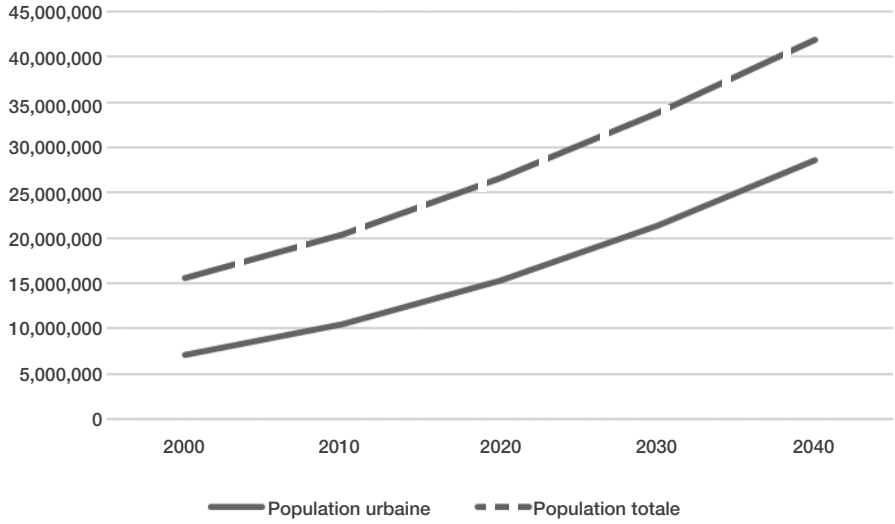
Le problème de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines est sous-étudié et a reçu peu d'attention des politiques au Cameroun malgré le fait qu'il s'agit d'un pays en voie de développement. De nombreux citadins ont du mal à joindre les deux bouts. Le chômage est courant, les prix des denrées alimentaires sont élevés par rapport aux revenus et, avec la croissance démographique, il est de plus en plus difficile de survivre en produisant sa propre nourriture (Fon, 2011; Sneyd, 2013; Legwegoh et Fraser, 2017; Krishna Bahadur et al., 2018).Ce rapport marque la première étape de l'objectif de l'AFSUN d'élargir les connaissances sur l'insécurité alimentaire des ménages dans les villes camerounaises. Il contribue à une compréhension de la pauvreté à Dschang en termes de ce que les gens mangent, comment ils se procurent la nourriture et les difficultés que rencontrent les ménages pour accéder aux produits de première nécessité tels que l'eau et l'électricité. L'accent mis sur l'alimentation en tant que question urbaine apporte une nouvelle perspective aux discussions sur la sécurité alimentaire au Cameroun. Alors que les pays d'Afrique centrale

sont riches en agriculture, l'insécurité alimentaire persiste et des solutions sont généralement recherchées à travers le développement rural et l'innovation agricole (Achancho, 2013). La pauvreté est répandue dans les zones urbaines et rurales (Banque mondiale, 2020a). Bien que ce rapport se concentre sur Dschang, ses conclusions et recommandations peuvent être appliquées aussi bien au niveau national que local. L'étude vise à aider le gouvernement à améliorer ses politiques de sécurité alimentaire, la gouvernance du système alimentaire et la planification urbaine. L'accent mis sur l'alimentation en tant que problème urbain évoque non seulement les défis de développement posés par l'urbanisation, mais apporte une nouvelle perspective aux discussions sur la sécurité alimentaire en Afrique centrale, en particulier au Cameroun.

2. Contexte de Dschang

Dschang est l'une des nombreuses communautés en voie d'urbanisation au Cameroun. La population du Cameroun en 2019 était de 25,9 millions d'habitants, après un taux de croissance annuel moyen de 2,8% depuis 1970 (Banque mondiale, 2020b). La croissance démographique s'est accompagnée d'une augmentation de la proportion de Camerounais vivant en zone urbaine: le pourcentage de la population vivant en zone urbaine est passé de 46% en 2000 à 57% en 2020 et il est projeté à 68% en 2040 (Figure 1). Environ un Camerounais sur trois en milieu urbain vit dans les deux grandes villes: Yaoundé (la capitale) et Douala (la capitale économique et la grande ville portuaire). D'autres zones urbaines plus petites comme Dschang servent de centres administratifs et économiques régionaux dans les 10 régions du Cameroun. Alors que la recherche sur les problèmes sociaux urbains au Cameroun s'est largement concentrée sur Yaoundé et Douala, les villes secondaires comme Dschang méritent une attention particulière compte tenu de leur évolution rapide et du manque de données sur le bien-être social au niveau local.

FIGURE 1: Urbanisation au Cameroun



Source: Banque Mondiale 2020b

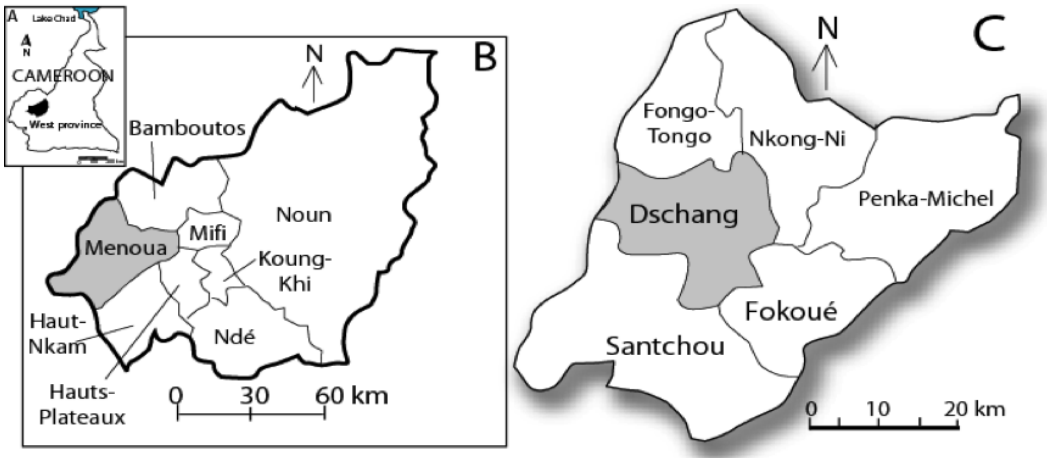
Dschang a une démographie particulièrement dynamique car sa croissance est principalement due à la présence de l'Université de Dschang, qui a été créée en 1994 et qui recrute des milliers de nouveaux étudiants diplômés et de premier cycle chaque année. L'Université de Dschang fait partie du système national d'enseignement supérieur et, à ce titre, de nombreux fonctionnaires sont affectés à Dschang en provenance d'autres régions du pays, contribuant à une population hautement mobile et connectée au niveau national. Le troisième recensement général de la population et de l'habitat en 2005 (la source la plus à jour des chiffres de la population locale) énumère la population totale de la municipalité de Dschang à 120 207 (Gouvernement du Cameroun, 2005). En extrapolant sur la base du taux d'augmentation de la population urbaine du Cameroun utilisé dans les calculs de la Banque mondiale (2020b), la population en 2020 est d'environ 200 000 habitants et en 2040, la population sera proche de 400 000 habitants.

Les archives historiques écrites de Dschang commencent par une visite en 1895 d'un représentant du gouvernement allemand appelé Eugen Zintgraff (UCCC, 2020). Elle est devenue une ville administrative et civile en 1903 et, après la première guerre mondiale, est passée sous contrôle français après la scission du Cameroun entre les Britanniques et les Français. Dschang est devenue la capitale de la région Bamiléké en 1920 mais à l'indépendance en 1960 a été remplacée comme capitale régionale par Bafoussam. Le recensement administratif de 1956 indiquait que Dschang comptait une population de 3 000 personnes. Sous la domination coloniale, Dschang a joué un rôle important dans la fourniture d'installations

commerciales, éducatives et administratives dans les zones rurales adjacentes de Fongo-Ndeng, Fotetsa, Fossong-Wentcheng et Fontem. Dschang est maintenant le centre administratif du département de la Menoua dans la région de l'Ouest (Figure 2).

L'agriculture est la principale activité économique à Dschang, pratiquée à la fois dans les zones rurales et périurbaines de la municipalité. L'agriculture rurale concerne plus de 70% de la population active de la municipalité (UCCC, 2020). Les systèmes de production sont encore largement fabriqués à la main et les cultures sont mixtes. Dans le même champ, on peut trouver à la fois des cultures vivrières et pérennes, notamment du café Arabica, des plantains, des haricots, du maïs, du manioc, du macabo et du taro. Les cultures vivrières - principalement des légumes comme les tomates et le chou -sont en augmentation dans les zones humides périurbaines le long des cours d'eau et dans les vallées. La production de maïs de contre-saison a également augmenté.

FIGURE 2: Localisation de la ville de Dschang



Source: CEREHT 2010

Certains facteurs contextuels de Dschang présentent des défis dans la collecte des données secondaires et l'interprétation des données primaires:

1. Dschang est proche de la frontière entre les régions anglophone et francophone du Cameroun et est donc affectée par la guerre civile et la violence militaire à proximité. On estime à 679000 le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) en janvier 2020 (ACAPS, 2020). Bien que le nombre exact à Dschang ne soit pas connu, des preuves anecdotiques lors de la mise en œuvre de l'enquête en décembre 2017 suggèrent qu'il y avait de nombreuses personnes déplacées. Une grande partie des personnes déplacées venait du

département voisin de Lebialem, qui partage beaucoup de similitudes culturelles avec Dschang et il y avait toujours eu une mobilité entre les deux zones avant l'instabilité politique actuelle. Beaucoup de ces personnes sont absorbées par les ménages locaux, par exemple lorsque des enfants sont envoyés des zones de conflit pour aller à l'école dans une zone paisible et rester chez des parents. La présence de personnes déplacées a probablement contribué au niveau élevé d'insécurité alimentaire des ménages à Dschang en augmentant les ressources des ménages locaux accueillant des invités et en introduisant des ménages déplacés vulnérables.

2. Les tensions politiques au Cameroun ont réduit la qualité des données démographiques collectées par le gouvernement, un analyste notant que le retard de cinq ans dans la publication des données du recensement de 2005 «ne parlait pas d'un État intéressé à produire des données statistiques sur sa population» (Munoz , 2018: 10). Les affirmations selon lesquelles la population anglophone minoritaire était sous-estimée afin de détourner les ressources de ces régions ont accru les tensions et le scepticisme quant à la véracité des données (VOA, 2009). La plupart des chiffres de population sont basés sur des projections et les chiffres à l'échelle municipale ne sont pas disponibles. Il est peu possible de connaître les caractéristiques de la population locale, par exemple en termes de résidents anglophones ou francophones.
3. Tout comme le manque de données statistiques, il y a le manque de littérature secondaire concernant Dschang. Il existe peu d'études axées sur les problèmes urbains à Dschang et aucune sur la sécurité alimentaire à Dschang. Cela signifie que certains résultats surprenants, par exemple en ce qui concerne l'auto-identification des ménages sans «chef», ne peuvent pas être expliqués de manière adéquate avec les données de l'enquête seules. Ce rapport est donc pionnier et sert à bien des égards à ouvrir plus de questions à approfondir que de résoudre des questions.
4. Un dernier point à souligner est la géographie de la commune elle-même. Le noyau urbain est très petit et il est entouré d'établissements périurbains densément peuplés. Au-delà des villages périurbains les plus proches et de la principale route goudronnée reliant la ville à Douala au sud et à Bafoussam à l'est, près de la moitié de la population de la commune vit dans des zones rurales difficiles d'accès. Le mauvais état des routes locales signifie que certaines zones rurales et périurbaines de la municipalité mettent des heures à être atteintes en combinant motos et à pied. Les catégories géographiques telles que l'agriculture «urbaine» et «rurale» sont rarement claires dans ce contexte.

Certains de ces points reflètent le tableau plus large de l'urbanisation secondaire en Afrique (c'est-à-dire un manque de distinctions claires «urbain / rural» et un manque de données secondaires). D'autres points sont profondément ancrés dans les politiques économies du Cameroun (à savoir la politisation du recensement, le mauvais état des infrastructures de transport, l'administration du secteur de l'enseignement supérieur et les effets de la guerre civile). Bien que ces défis aient limité la portée de l'analyse dans ce rapport, ils représentent également des opportunités pour de futures recherches. L'étude de cas de la sécurité alimentaire à Dschang montre qu'il reste encore beaucoup à explorer dans la mission plus large de l'AFSUN.

3. Méthodologie

Les données présentées dans ce rapport ont été recueillies grâce à une enquête porte-à-porte auprès de 964 ménages menée en décembre 2017 dans la municipalité de Dschang. L'instrument d'enquête était basé sur une enquête sur la sécurité alimentaire des ménages en milieu urbains développée par l'AFSUN et adaptée par le Partenariat des villes affamées (Hungry Cities Partnership; hungrycities.net). Il a été utilisé la même année pour ce projet au Malawi (Riley et al., 2018) et en Namibie (Nickanor et al., 2019).

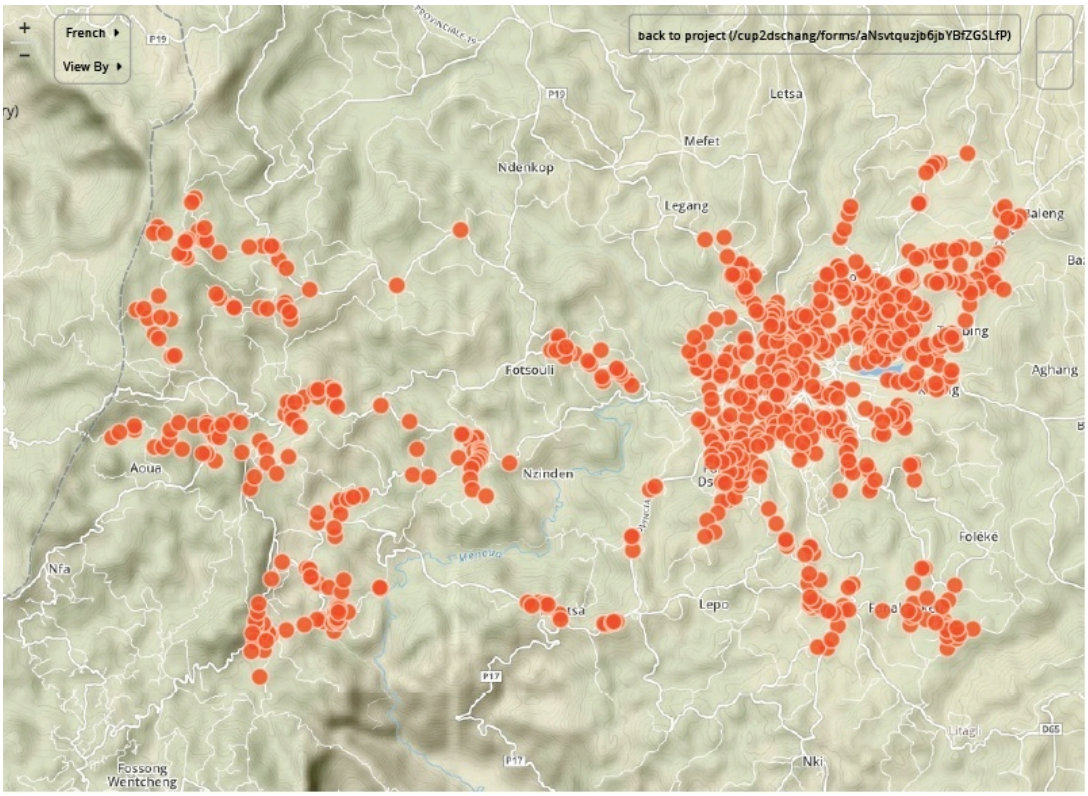
L'instrument d'enquête a couvert les expériences d'insécurité alimentaire à l'aide d'outils de mesure développés par le Projet d'assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition (FANTA) (Coates et al., 2007; Swindale et Bilinsky, 2007); accès aux biens et services de base; sources de nourriture; et les activités de soutien des moyens d'existence. L'enquête comprenait des questions sur les membres du ménage (définis comme des personnes mangeant ensemble et dormant dans le même logement pendant au moins six mois de l'année). Les chercheurs ont mené l'enquête en français, la langue prédominante à Dschang, et en Yemba, la langue maternelle la plus courante dans la région. Deux versions de l'enquête ont été administrées à l'aide de tablettes programmées avec l'application Open Data Kit. Les données ont été téléchargées quotidiennement sur le serveur sur www.kobotoolbox.org et examinées en temps réel afin que les erreurs puissent être corrigées avec les agents recenseurs pendant la période de mise en œuvre.

L'absence d'une base de sondage détaillée au niveau des ménages, comprenant aucune information de recensement à jour et aucun numéro de

maison ou nom de rue dans les établissements informels, signifiait qu'une méthode d'échantillonnage devait être conçue pour saisir une représentation aussi large de la population que possible. Les superviseurs ont élaboré un plan basé sur leur connaissance des communautés de la municipalité de Dschang, en utilisant une carte papier comme guide. Chaque jour, des chercheurs étaient affectés à des zones spécifiques pour atteindre une large couverture. Étant donné que les zones rurales et périurbaines environnantes se trouvent à l'intérieur des limites municipales, elles ont été incluses afin que l'échantillon puisse refléter le caractère de l'ensemble de la population gouvernée par le conseil municipal urbain. Des agents recenseurs parlant couramment la langue locale ont été affectés aux zones situées à l'extérieur du noyau urbain. Plusieurs points de départ ont été choisis au hasard dans chaque zone et des équipes de deux chercheurs de l'Université de Dschang ont été chargées de couvrir chaque ménage le long de leurs itinéraires d'échantillonnage. Les chercheurs ont été jumelés en fonction de leur connaissance de différents domaines et, si nécessaire, de leur maîtrise de la langue.

Pour chaque ménage, les chercheurs ont interrogé un membre adulte ayant une connaissance adéquate des revenus, des dépenses et des pratiques d'achat de nourriture dans le ménage. Les coordonnées GPS approximatives de chaque entretien ont été revues quotidiennement, ce qui a permis aux superviseurs de terrain d'ajuster la stratégie d'échantillonnage en fonction de la couverture vue sur les cartes produites chaque jour. Les tablettes ont également facilité l'examen quotidien des données et des conversations de suivi avec les chercheurs. Ces activités ont amélioré la couverture de l'échantillon et la qualité des données. Le travail de terrain a été achevé en 14 jours. La figure 3 montre la distribution spatiale des ménages échantillonnés.

FIGURE 3: Distribution spatiale des ménages enquêtés dans la ville de Dschang

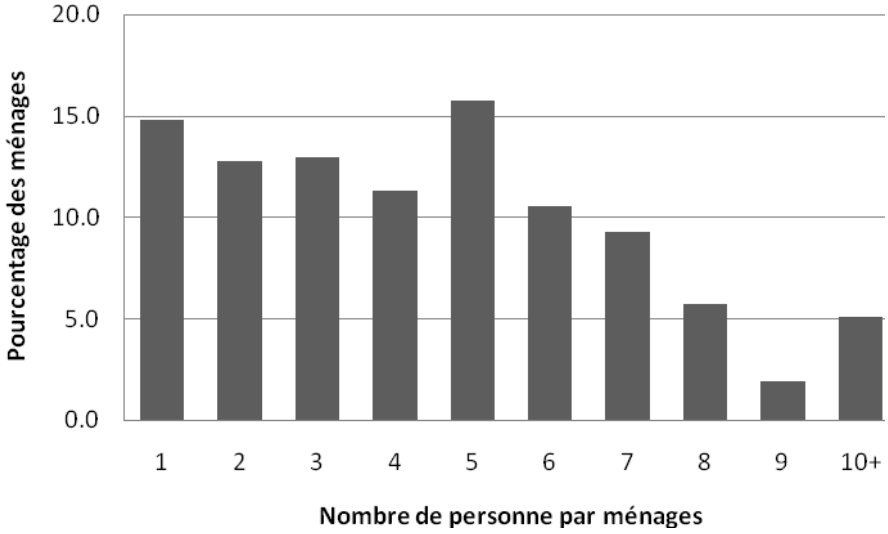


4. Caractéristiques Des Ménages

4.1 Taille du ménage

La taille moyenne des ménages était de 4,5 personnes. Un peu plus d'un ménage sur quatre (28%) ne comptait qu'un ou deux membres (Figure 4). La proportion relativement élevée de petits ménages peut s'expliquer par le fait que les étudiants de l'université forment souvent leur propre ménage. La plus grande proportion de ménages (16%) comptait cinq membres. Cinq pour cent des ménages étaient très grands, avec plus de 10 membres, et le plus grand comptait 19 membres. La taille moyenne des ménages au Cameroun est de 5,2, avec 35% de 1 à 3 membres, 24% de 4 à 5 membres et 41% de 6 membres ou plus (ONU, 2017, sur la base des données du recensement de 2005).

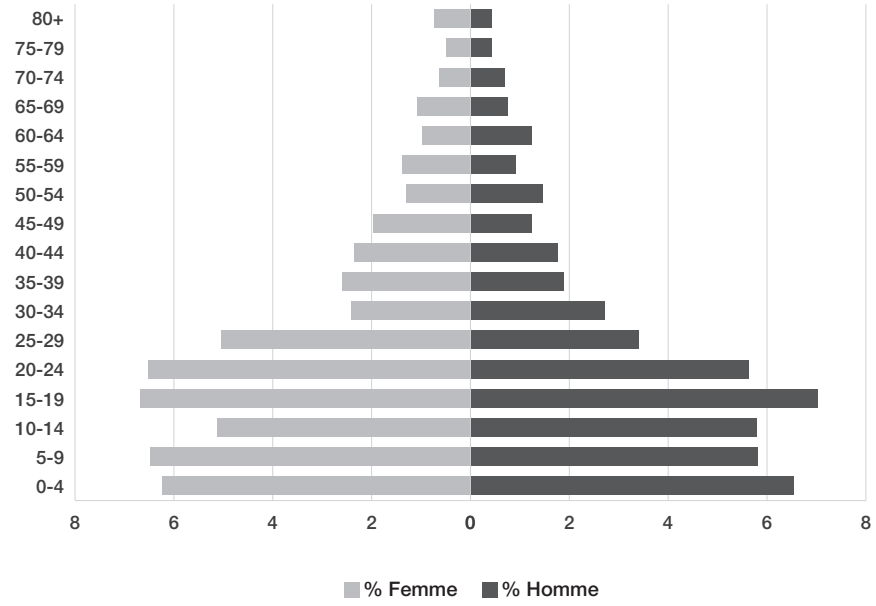
FIGURE 4: Distribution de la taille des ménages



4.2 Âge des membres du ménage

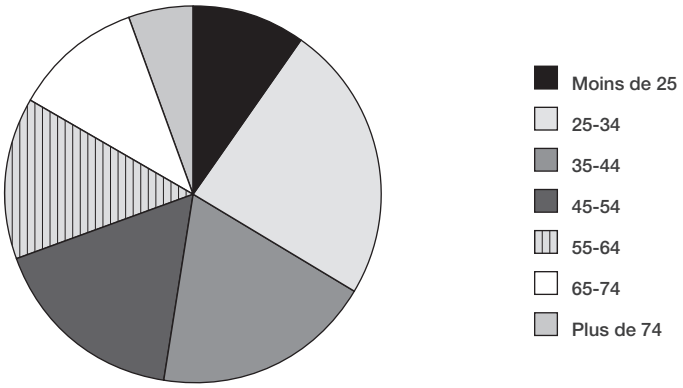
Des études nationales menées au Cameroun en 2014 ont montré que 50% de la population avait moins de 18 ans et près des deux tiers (64%) avaient moins de 25 ans, reflétant l'extrême jeunesse de la population camerounaise (Gouvernement du Cameroun, 2015). La pyramide des âges des membres des ménages interrogés à Dschang (Figure 5) est similaire au tableau national. L'enquête de Dschang a révélé qu'un quart de tous les membres du ménage avaient moins de 10 ans et 70% avaient moins de 30 ans. La jeunesse de la population de Dschang montre que le taux de fécondité reste élevé et est également en partie attribuable à la diminution de la mortalité. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans au Cameroun est passé de 137,1 décès pour 1000 en 1990 à 76,1 décès pour 1000 en 2018 (Banque mondiale, 2020b).

FIGURE 5: Âge des membres du ménage



Environ un chef de ménage sur 10 avait moins de 25 ans et près d'un sur quatre (24%) avait entre 25 et 34 ans (Figure 6). Plus de la moitié des chefs de ménage avaient moins de 45 ans. Près d'un ménage sur trois (30%) dans l'enquête n'a pas nommé un membre comme «chef», ce qui suggère un type d'organisation des ménages différent de celui des autres villes étudiées par AFSUN, qui sont principalement en Afrique Sud. Il n'y avait aucun modèle discernable qui pourrait conduire à une explication statistiquement significative des caractéristiques associées aux ménages sans chef. Les ménages sans chef peuvent être des étudiants qui ne se considèrent pas encore établis ou suffisamment stables pour avoir une structure hiérarchique; il peut s'agir de jeunes qui choisissent de s'identifier de manière moins hiérarchique, ou ils peuvent faire partie de ménages resté à Dschang par la fonction publique nationale sans la présence de leur «chef» culturellement identifié. Notamment, l'identification des relations des membres du ménage était à la discrétion du répondant, alors que la structure du ménage (ci-dessous) était identifiée par l'enquêteur.

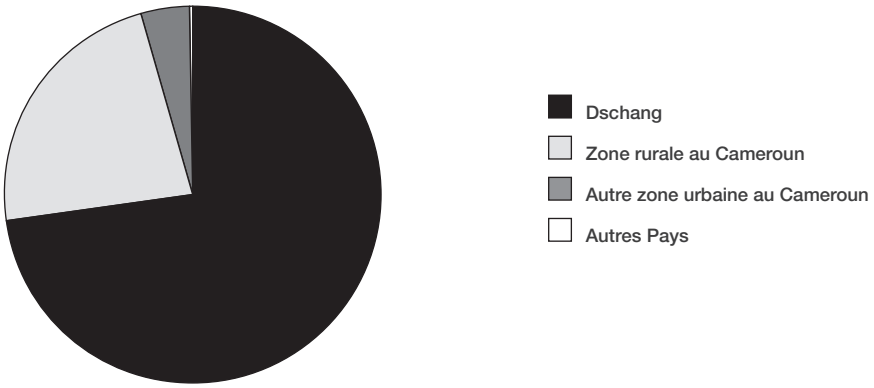
FIGURE 6: Age des chefs de famille



4.3 Migration

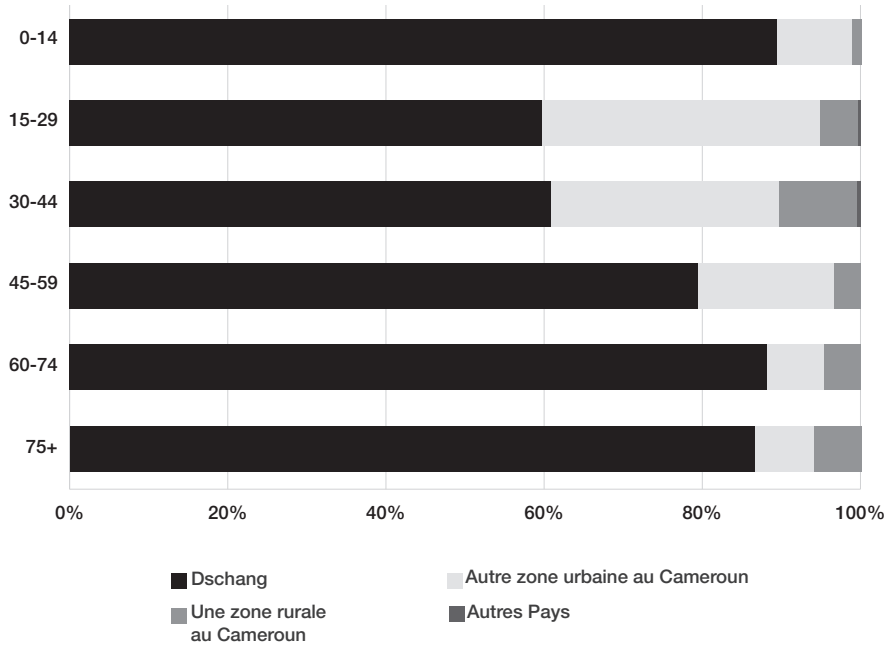
Près de trois quarts des membres du ménage sont nés à Dschang (73%) et la plupart de ceux nés en dehors de la ville provenaient d'une autre zone urbaine du Cameroun (23%) (Figure 7). Seuls 4% sont nés dans une zone rurale au Cameroun et seulement 0,2% sont nés à l'extérieur du pays. Au niveau des ménages, 20% étaient des ménages des émigrés de première génération (c'est-à-dire que chaque membre était né en dehors de la ville), tandis que 46% n'avaient aucun membre migrant et 34% constituaient un mélange d'émigré et d'autochtone. Les ménages mixtes sont généralement composés de migrants adultes et d'enfants nés dans la ville. La proportion élevée de migrants nés dans d'autres zones urbaines du Cameroun est cohérente avec l'importance de l'université dans l'économie locale et le système de dotation en personnel centralisé qui place les nouvelles recrues, souvent des centres urbains, vers des centres plus petits tels que Dschang.

FIGURE 7: Lieu de naissance des membres du ménage



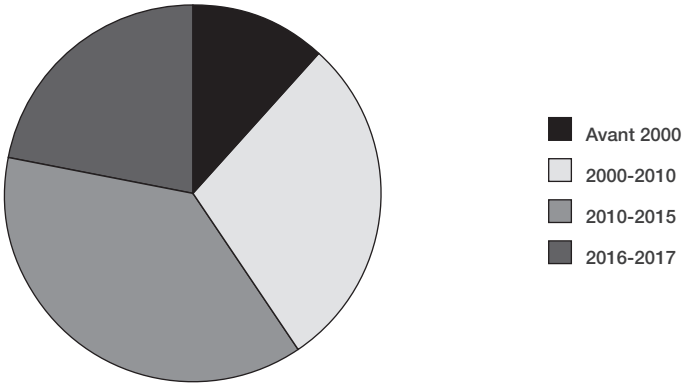
Une analyse du lieu de naissance par groupe montre un alignement entre l'âge et la probabilité de naître à Dschang (Figure 8). Près de 90% des moins de 14 ans sont nés à Dschang contre environ 60% dans la tranche d'âge 15-44 ans. Cet alignement suggère que la croissance démographique naturelle est le plus grand contributeur à la croissance de la ville. Le segment de la population le moins susceptible de naître à Dschang - ceux âgés de 15 à 29 ans - coïncide avec l'âge de la plupart des étudiants universitaires. Plus d'un migrant sur cinq (22%) est venu à Dschang au cours des deux années précédant l'enquête, probablement un mélange d'étudiants, de fonctionnaires et de personnes déplacées de la région anglophone voisine.

FIGURE 8: Lieu de naissance par groupe d'âge



Sur les 27% des membres du ménage qui avaient émigré à Dschang, seuls 12% étaient venus avant 2000 (Figure 9). La plupart étaient des migrants plus récents, 66% d'entre eux ayant déménagé entre 2010 et 2016. Ceux qui sont venus à Dschang en 2016 et 2017 avaient les caractéristiques suivantes: 51% étaient des étudiants et seulement 11% étaient au chômage / à la recherche d'un emploi, 28% avaient une formation universitaire ou un diplôme de premier cycle, et 15% avaient une formation de troisième cycle ou un diplôme de troisième cycle. Les âges moyen et médian des migrants récents étaient respectivement de 20,2 et 20 ans.

FIGURE 9: Année de la migration vers Dschang



4.4 Niveaux d'éducation

La figure 10 montre le niveau d'éducation des membres du ménage interrogés, regroupés en fonction de l'âge et du sexe. Le groupe avec le pourcentage le plus élevé, sans scolarité formelle était les femmes de plus de 60 ans (52%), bien plus que les hommes du même groupe d'âge (17%). Parmi les personnes âgées de 41 à 60 ans, beaucoup plus d'hommes que de femmes avaient terminé leurs études secondaires (34% contre 17%) et universitaires (14% contre 3%). Dans la tranche d'âge de 26 à 40 ans, cependant, le taux d'achèvement des études secondaires est similaire pour les hommes et les femmes, mais les hommes sont avantagés en termes d'enseignement supérieur. Dans la tranche d'âge des 19-25 ans, les femmes ont un taux d'enseignement supérieur légèrement plus élevé que les hommes, ce qui suggère une évolution vers l'égalité des sexes dans l'accès à l'enseignement postsecondaire, ce qui est également évident dans les groupes plus jeunes.

4.5 Composition des ménages

Les enquêteurs ont classé chaque ménage dans l'un des cinq types de ménage différenciés par la relation des membres entre eux et par sexe (Frayne et al., 2010; Riley et al., 2018). Les types sont comparables aux résultats d'enquêtes d'autres enquêtes AFSUN et HCP, avec l'avertissement que la définition précise du «Chef» varie selon le contexte (Riley et Caesar, 2018; Riley et Dodson, 2019). Son importance à Dschang nécessite des recherches supplémentaires. Les ménages centrés sur les femmes et les ménages centrés sur les hommes n'incluent pas un couple marié ou vivant en concubinage, mais ils peuvent avoir n'importe quelle combinaison d'enfants et d'autres membres. Ils se distinguent les uns des autres par le sexe du chef de ménage (de facto ou auto-identifié). Les ménages restreints et élargis comprennent un couple marié ou cohabitant. Le trait

distinctif entre les deux est que le ménage restreint comprend uniquement les enfants en tant que membres supplémentaires, tandis que les ménages élargis comprennent d'autres membres de la famille et des membres non familiaux. Le cinquième type est une personne seule vivant seule. Les ménages restreints étaient le type le plus courant à Dschang (46%), suivis des ménages centrés sur les femmes (19%) et des ménages avec une personne (13%) (Figure 11). Les ménages élargis (10%) et les ménages centrés sur les hommes (7%) étaient moins courants.

FIGURE 10: Niveau d'éducation des membres du ménage par sexe et âge

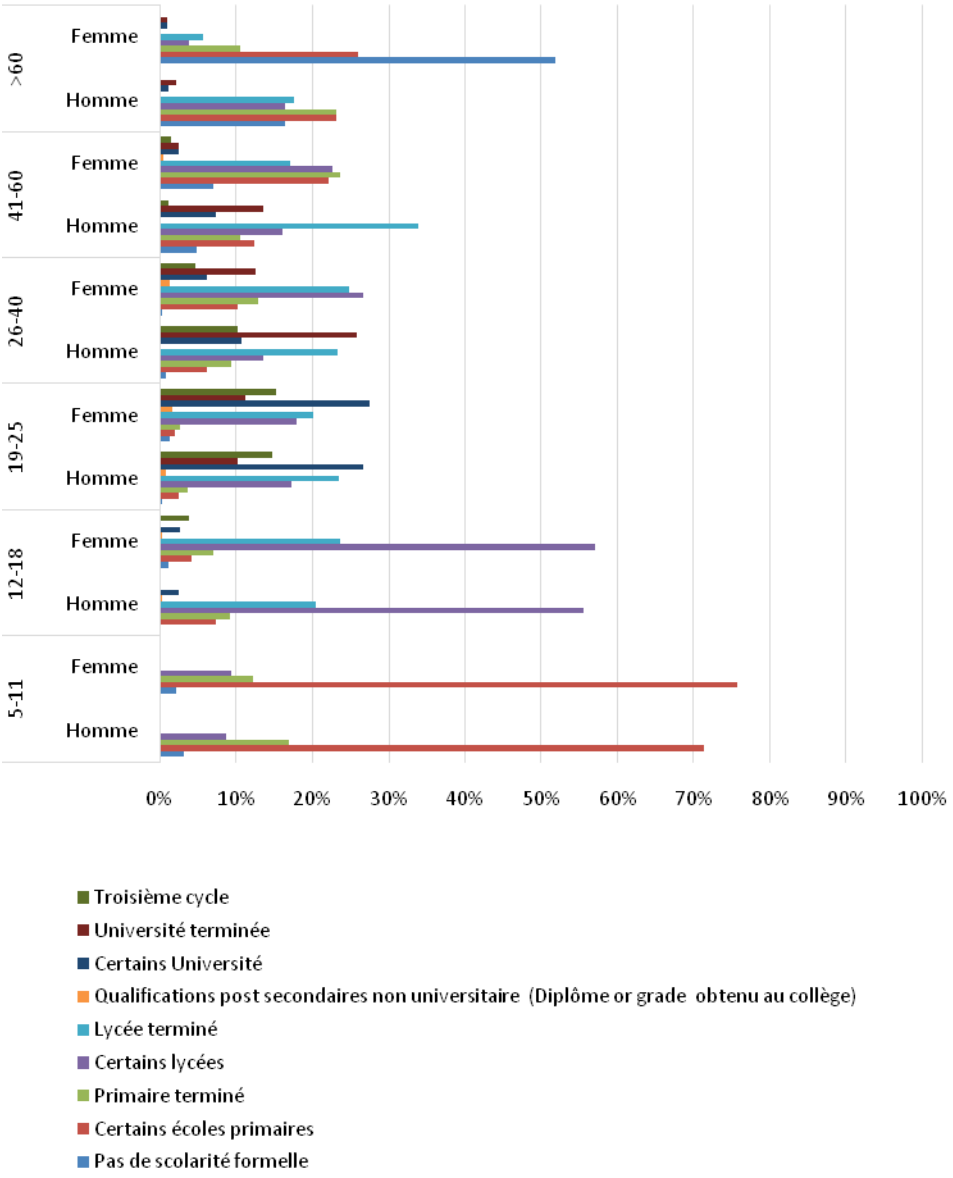
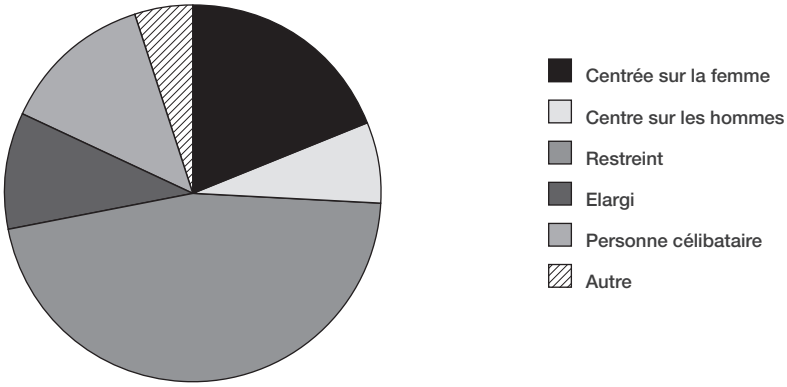


FIGURE 11: Composition du ménage

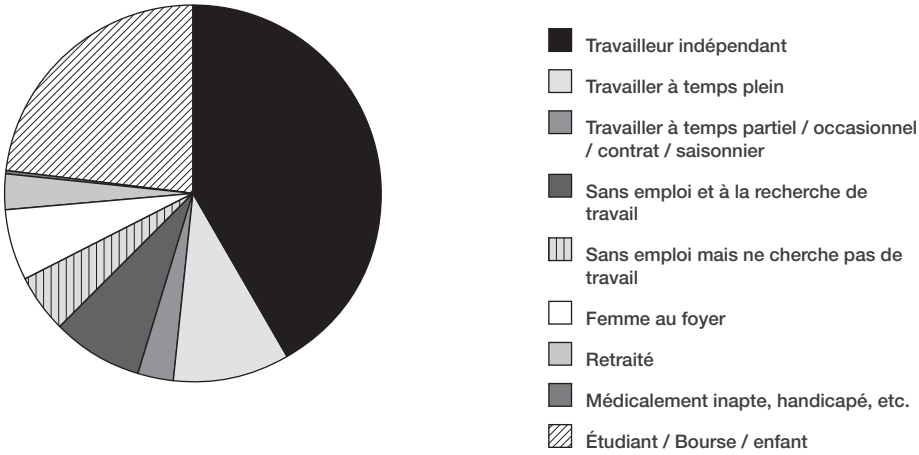


5. Pauvreté et Moyens D'existence

5.1 Statut de travail

Parmi les membres adultes du ménage (âgés de 18 ans ou plus), le statut de travail le plus courant était le travailleur indépendant (42%), suivi par les étudiants (23%), les travailleurs à temps plein (10%) et les «chômeurs et à la recherche d'un emploi» (8%). Les femmes au foyer ne représentent que 6% des adultes dans les ménages interrogés (Figure 12). Le faible pourcentage de membres adultes du ménage travaillant à plein temps reflète les niveaux élevés de chômage et d'insécurité économique pour la plupart des ménages de Dschang. Le pourcentage relativement élevé d'adultes étudiants montre la prédominance de l'université dans la municipalité.

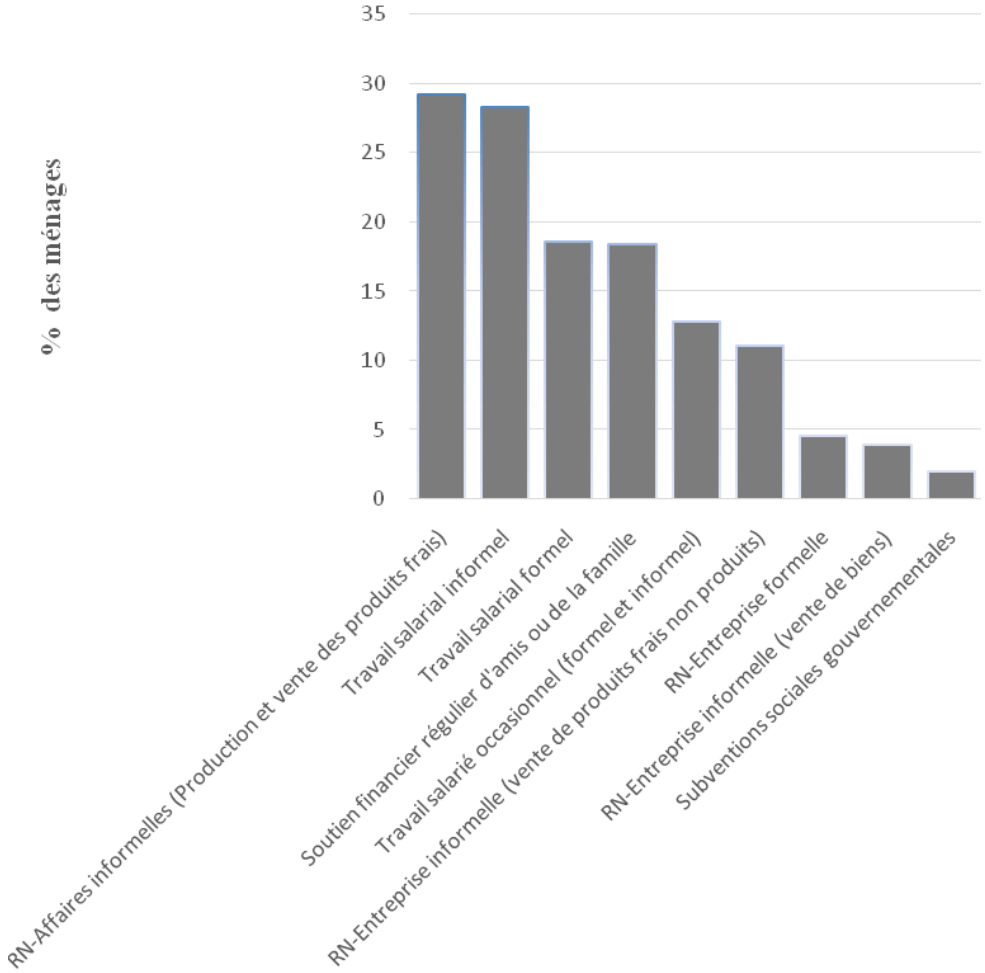
FIGURE 12: Statut d'emploi des membres adultes du ménage



5.2 Revenu du ménage

La figure 13 montre la proportion de ménages recevant des revenus de diverses sources au cours du mois précédant l'enquête. La source de revenu la plus courante (29% des ménages) était la production et la vente de produits frais, suivis du travail informel (28%), du travail formel (19%) et des envois de fonds sous forme de soutien financier régulier d'amis ou des membres de la famille (18%). Moins de 2% des ménages avaient des revenus issus d'investissements personnels, de prêts formels (banques), de prêts informels (prêteurs), de dons en argent, de location de biens immobiliers et de subventions ou aides formelles non gouvernementales. L'importance des sources de revenus informelles est frappante dans la mesure où seuls 15% des ménages ont des revenus exclusivement du travail salarié formel et / ou des entreprises formelles.

FIGURE 13: Sources de revenu du ménage



Note: question à réponses multiples
RN : Revenu net

Les données sur le revenu du ménage sont basées sur un sous-échantillon de la population de l'enquête puisque seulement environ un répondant sur quatre était disposé à partager les informations sur le revenu de son ménage. Même avec cette limite, les données offrent une fenêtre sur la réalité économique des ménages à Dschang. Le revenu moyen perçu le mois précédent par les ménages déclarants était de 84 123,19 FCFA (151,42 USD) avec un revenu médian de 50 000 FCFA (90 USD) (Tableau 1). La différence entre la moyenne et la médiane suggère que le revenu typique est bien inférieur à la moyenne. Combiné à un écart type de 102 627,44, il y a clairement une grande variation des niveaux de revenu.

La variabilité des revenus est évidente dans la distribution des quintiles de revenu, le quintile le plus bas étant inférieur à 15 000 FCFA (27 USD), tandis que le seuil du quintile le plus élevé était neuf fois plus élevé à 135 001 FCFA (243 USD). De plus, les trois quintiles de revenu les plus bas étaient tous inférieurs au revenu moyen global. À titre de comparaison avec les deux autres sites d'étude, les revenus moyens et médians à Mzuzu, Malawi, étaient respectivement de 131 USD et 42 USD, et de 532 USD et 223 USD à Oshakati-Ongwediva-Ondangwa en Namibie. Celles-ci reflètent également un degré élevé d'inégalité et des niveaux de revenus généralement bas par rapport aux normes internationales.

TABLEAU 1: Revenu par quintiles

Quintiles	FCFA	USD
1	<=15,000.00	<=27.24
2	15,001.00–34,000.00	27.24–61.74
3	34,001.00–64,000.00	61.74–116.23
4	64,001.00–135,000.00	61.75–245.17
5	135,001.00+	245.17+
Moyenne	84,123.19	152.32
Médiane	50,000.00	90.80
Erreur-standard	102,627.44	

Le montant des revenus générés par chaque source fournit des informations supplémentaires sur les niveaux de revenu à Dschang (Tableau 2). Le revenu moyen tiré de la source la plus courante (production et vente informelles de produits frais) était de 47 916,67 FCFA (86,25 USD). Le revenu moyen de la revente dans l'informelle des produits frais non produits par le ménage était de 85 500 FCFA (155,28 USD). Le revenu moyen du travail salarié du secteur informel était de 70 502,26 FCFA (126,90 USD) tandis que le travail salarié du secteur formel était plus du double à 162 185,32 FCFA (291,93 USD). La vente informelle des

produits frais achetés par le vendeur est plus lucrative que la production d'aliments pour la vente ou l'emploi dans le secteur informel. Cette constatation reflète le dynamisme du secteur informel traditionnel du commerce alimentaire dominé par les «Bayam-sellams» (une expression pidgin utilisée pour désigner les femmes qui achètent aux producteurs ruraux et revendent les produits sur les marchés urbains) (Fojong, 2004).

TABLEAU 2: Revenu mensuel moyen par source de revenu

Source de revenu	N0.des ménages	Moyenne (FCFA)	Moyenne (USD)	Erreur standard (FCFA)
Affaires informelles (Production et vente de produits)	48	47,916.67	86.25	63,683.42
Salaire informel	42	70,502.26	126.90	84,111.06
Travail formel	47	162,185.32	291.93	118,211.83
Remises en espèces (soutien financier régulier d'amis ou de la famille)	90	34,716.67	62.49	37,576.29
Travail occasionnel (formel et informel)	27	46,855.85	84.34	59,199.31
Affaires informelles (Vente de produits frais non produits par ce ménage)	10	85,500.00	153.90	91,695.45

5.3 Dépenses du ménage

Les dépenses sur les produits alimentaires et d'épicerie ont été engagés par le plus grand nombre de ménages au cours du mois précédant l'enquête (77% de tous les ménages) (Figure 14). Bien que élevé, il s'agit d'une proportion plus faible que dans les autres villes secondaires de l'étude (94% à Mzuzu et 99% dans le corridor OshakatiOngwediva-Ondangwa) (Nickanor et al., 2019; Riley et al., 2018), suggérant une proportion plus élevée de ménages qui vivent de ce qu'ils cultivent. La deuxième dépense la plus courante était les télécommunications (67% des ménages), suivies des transports (55%), des soins médicaux (50%) et de l'éducation (42%). Les dépenses suivantes ont été engagées par moins de 5% des ménages: services publics informels; divertissement; meubles, outils et appareils ménagers; et assurance.

Le montant moyen dépensé en nourriture et en épicerie par les ménages le mois précédent était de 24 746,52 FCFA (44,54 USD). Les services publics (3 852,05 FCFA ou 6,93 USD) et les télécommunications (4 133,96 FCFA ou 7,44 USD) ont été les coûts mensuels les plus bas. La dépense mensuelle la plus élevée concernait l'éducation (47 790,57 FCFA ou 86,02 USD), suivie des remboursements de dette non spécifiés (42 068,63 FCFA ou 75,72 USD).

FIGURE 14: Dépenses mensuelles des ménages

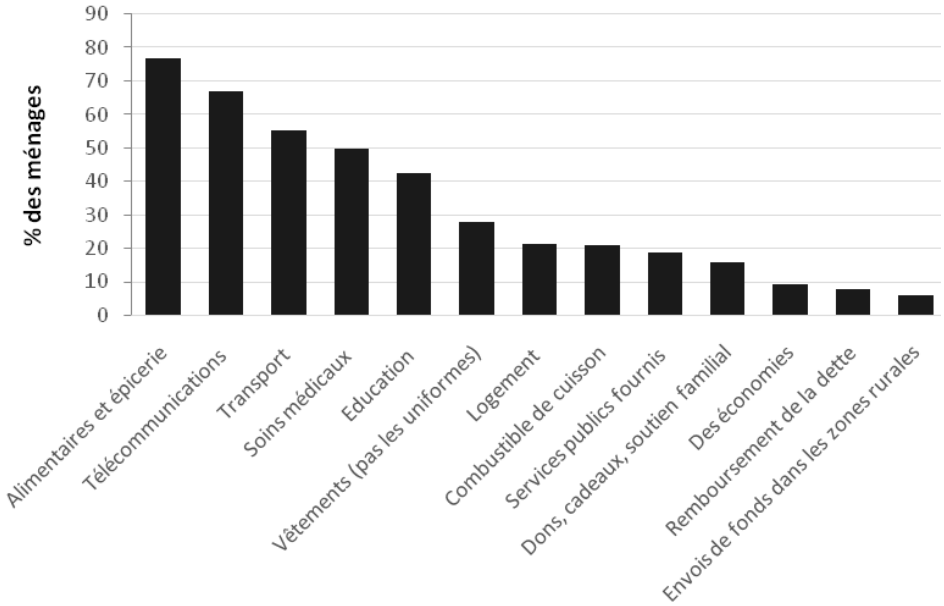
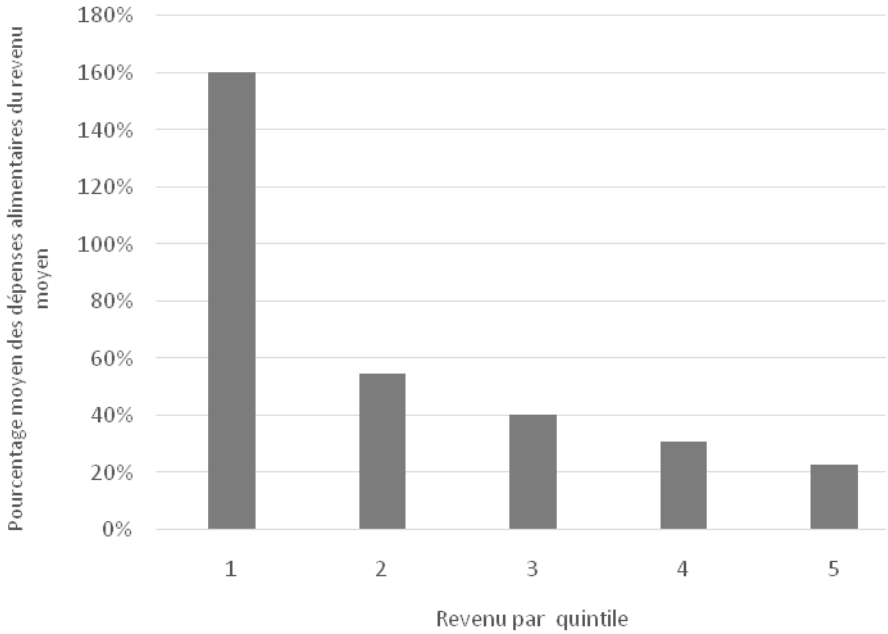


TABLEAU 3: Dépenses mensuelles des ménages

Type de dépenses	NO.des ménages	Moyenne (FCFA)	Moyenne (USD)	Erreur standard (FCFA)
Alimentaires et d'épicerie	376	24,746.52	44.54	22,953.72
Télécommunications	402	4,133.96	7.44	4,020.83
Transport	313	8,106.53	14.59	9,541.70
Soins médicaux	272	33,334.74	60.00	81,084.19
Education	265	47,790.57	86.02	86,855.71
Vêtements (pas les uniformes)	129	13,395.35	24.11	16,950.14
Logement	142	16,645.77	29.96	13,378.42
Combustible de cuisson	139	6,551.44	11.79	6,044.13
Services publics fournis	146	3,852.05	6.93	4,264.90
Dons, cadeaux, soutien familial, cadeaux de mariage, cadeaux funéraires	84	18,216.07	32.79	39,342.06
Des économies	30	31,433.33	56.58	47,065.75
Remboursement de la dette	51	42,068.63	75.72	42,052.23
Envois de fonds dans les zones rurales	32	21,343.75	38.42	18,138.55

La relation entre la dépense alimentaire mensuelle moyenne et le revenu mensuel moyen des ménages pour chaque quintile de revenu est illustrée à la figure 15. Le caractère non abordable de la nourriture est plus prononcé dans le quintile de revenu le plus bas, où la dépense alimentaire mensuelle moyenne est de 160% du revenu moyen. Pour le deuxième quintile de revenu, il est supérieur à la moitié (55%) et à partir de là, le ratio tombe pour chaque quintile à un minimum de 23% pour le groupe de revenu le plus élevé. La constatation selon laquelle de nombreux ménages aux revenus les plus faibles dépensent plus pour la seule nourriture qu'ils n'en reçoivent comme revenu a également été trouvée à Mzuzu, où elle s'appliquait aux deux groupes de quintiles de revenu les plus pauvres (Riley et al., 2018). Il illustre l'insuffisance des revenus de nombreux ménages pour la survie de base et reflète dans une certaine mesure l'absence de comptabilité au niveau des ménages pour les ménages vivant côte à côte.

FIGURE 15: Dépenses alimentaires et revenu moyen par quintile



5.4 Types de logement

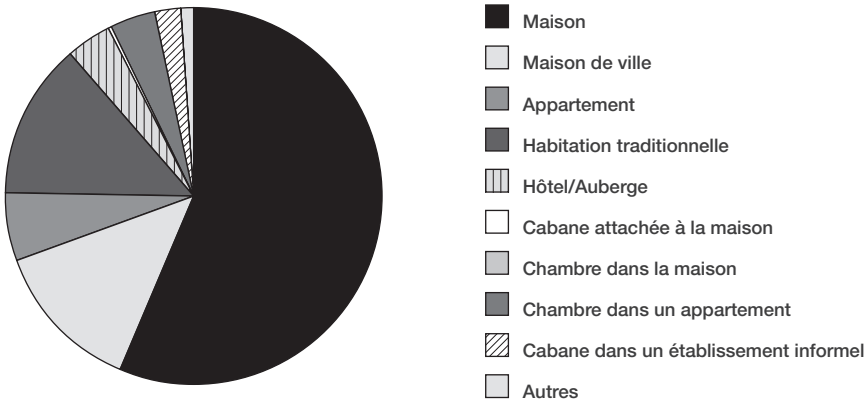
Cette étude utilise les définitions des différents types de logement dans les villes secondaires africaines développées par Riley et al. (2018):

- «Maison» fait référence à une maison typique du contexte local, ce qui signifie que la cuisine et la salle de bain sont à l'extérieur.
- «Maison de ville» fait référence à une maison de qualité supérieure où la cuisine et la salle de bain se trouvent à l'intérieur.

- Le «logement traditionnel/maison» est construit avec des briques traditionnelles / de fabrication locale et a un toit en herbe.
- «Cabane dans un règlement informel» désigne des structures de logement généralement moins permanentes qu'un «logement traditionnel» et construites avec divers matériaux provisoires, notamment du bois d'œuvre, des sacs en plastique et des feuilles de plastique.
- «Cabane dans la cour attachée à la maison»
- «Autres» inclut une gamme d'options, telles que des appartements, des hôtels et des maisons mobiles.

La catégorie de logement la plus courante dans l'échantillon était la maison (56%), suivie de la maison traditionnelle (13%) et de la maison de ville (13%). Moins de 10% vivaient dans d'autres types de maisons comme un appartement, hôtels ou une auberge, ou une chambre dans une maison ou un appartement (Figure 16). Ces résultats indiquent que la grande majorité des ménages de Dschang ne disposent pas de robinets intérieurs avec eau courante.

FIGURE 16: Types de logement

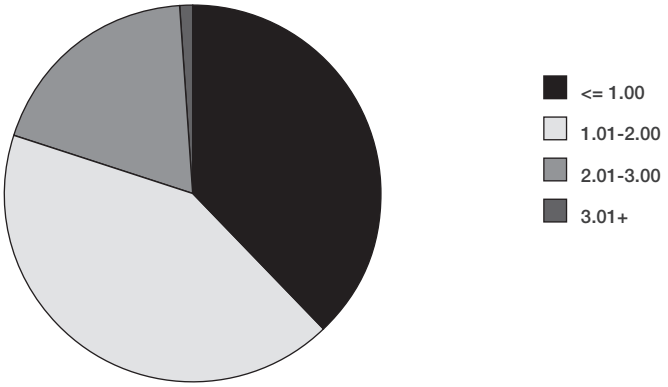


5.5 L'indice de pauvreté vécue (IPV)

Des approches non monétaires pour comprendre la nature et l'étendue de la pauvreté basées sur une analyse de l'expérience vécue complètent les données sur le revenu présentées ci-dessus. L'indice de pauvreté vécue (LPI) est un indicateur bien utilisé qui mesure le degré de pauvreté dans un ménage, qui peut ensuite être agrégé pour la population d'une ville et différents segments de la population. L'indice de pauvreté vécue (IPV) mesure alors la fréquence à laquelle les personnes (sans jamais, une, deux fois, plusieurs fois ou toujours) déclarent ne pas avoir un de produits de première nécessité au cours des douze derniers mois (Afrobarometer, 2004,

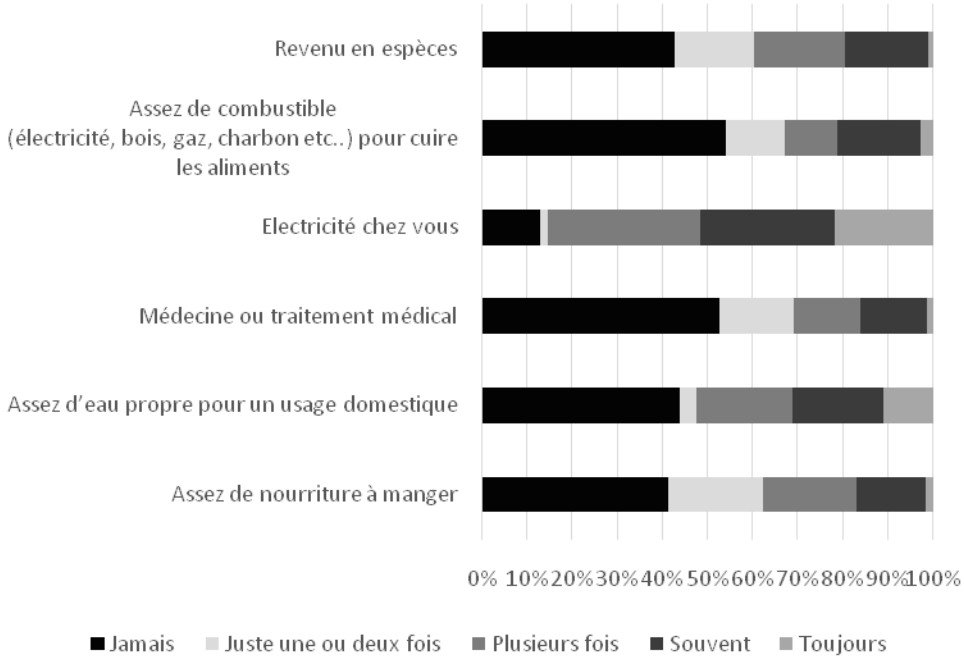
Rose 1998). Les besoins de base mesurés sont: la nourriture, l'eau potable, les médicaments et les traitements médicaux, l'électricité, le combustible de cuisine et les revenus en espèces. Le score IPV est calculé pour chaque ménage sur une échelle de zéro à quatre, zéro étant le moins pauvre (qui n'a jamais connu de manque d'accès à tous les besoins de base) et quatre étant le plus pauvre (qui a toujours manqué d'accès à tous les besoins de base). Le score l'IPV moyen pour Dschang était de 1,39 et la médiane de 1,33. Moins de la moitié des ménages (38%) avaient des scores inférieurs à 1 (dont 6% qui n'avaient jamais connu de privation). Un pourcentage similaire (42%) avait des scores allant de 1,01 à 2,00, et environ un ménage sur cinq (21%) avait des scores supérieurs à 2,00 (figure 17). Le score l'IPV moyen pour Oshakati Ongwadiva-Ondangwa était de 0,9 (Nickanor et al., 2019) et pour Mzuzu de 0,9 (Riley et al., 2018), ce qui suggère des niveaux de pauvreté relativement élevés à Dschang.

FIGURE 17: Scores de l'indice de pauvreté vécue



Plus de la moitié des répondants ont déclaré avoir été confrontés à des pénuries d'électricité (87%), de nourriture (59%), d'argent liquide (57%) et d'eau potable (56%) au moins une fois au cours de l'année précédente, et un peu moins de la moitié n'en ont pas pu accéder aux médicaments et aux services médicaux ou au combustible de cuisine (Figure 18). L'intensité de la privation est remarquable: les ménages ont été confrontés à des pénuries répétées («plusieurs fois», «plusieurs fois» ou «toujours») d'électricité (86%), d'eau potable (53%), d'argent (40%) et de nourriture (38%).

FIGURE 18: Fréquence de l'absence de besoins essentiels au cours de l'année écoulée

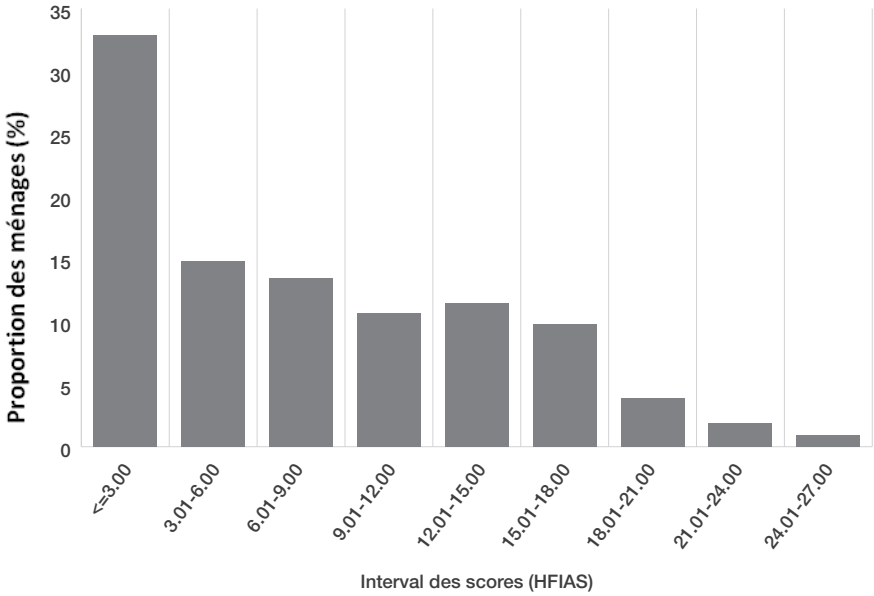


6. Insécurité Alimentaire Des Ménages

6.1 L'échelle d'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages (HFIAS)

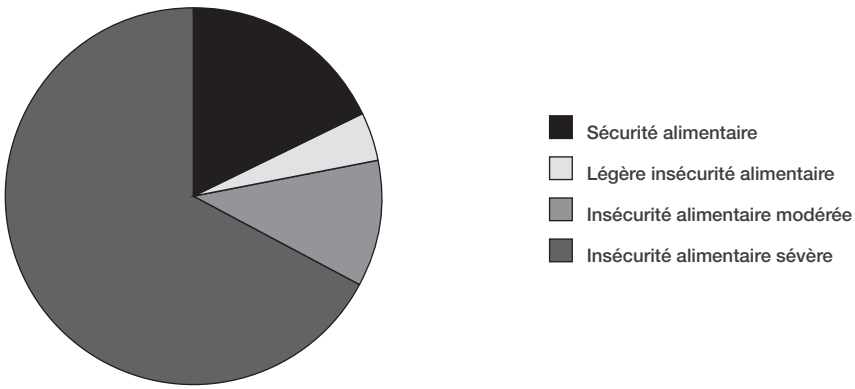
L'échelle d'accès déterminant l'insécurité alimentaire des ménages (HFIAS) mesure le degré d'insécurité alimentaire au cours des quatre semaines précédant l'enquête à l'aide des questions sur la fréquence des événements (Coates et al., 2007). Le score minimum possible est de 0, ce qui signifie que le ménage n'a jamais connu aucun des indicateurs d'insécurité alimentaire, et le maximum est de 27, ce qui signifie que tous les événements ont souvent été vécus. Plus le score est élevé, plus le ménage a connu une insécurité alimentaire. Le score moyen à Dschang était de 8 et la médiane de 7. La différence entre la moyenne et la médiane reflète la minorité de ménages ayant des scores très élevés qui ont élevé la moyenne (28% avaient des scores supérieurs à 12) (Figure 19). Pendant ce temps, un tiers des ménages avaient des scores très faibles de 3 ou moins et étaient donc rarement confrontés à l'insécurité alimentaire.

FIGURE 19: Distribution des scores liés à l'échelle d'accès des ménages à l'insécurité alimentaire HFIAS



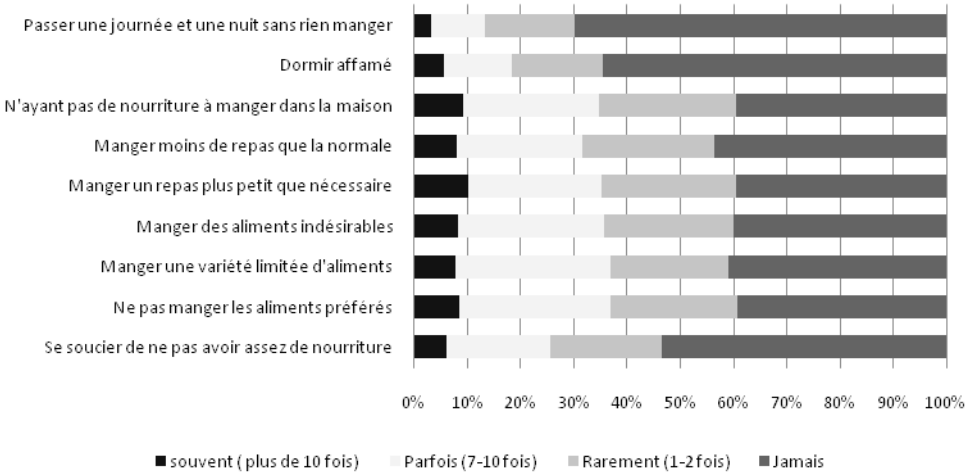
L'indicateur prévalence d'accès à l'insécurité alimentaire des ménages (HFIAP) fournit un outil qui permet de prendre en compte les différents niveaux de gravité des expériences prises dans le score HFIAS. Cet outil attribue à chaque ménage l'un des quatre niveaux d'insécurité alimentaire: sécurité alimentaire, légère insécurité alimentaire, insécurité alimentaire modérée et insécurité alimentaire sévère (Coates et al., 2007). Environ 67% des ménages de Dschang étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère, tandis que seulement 18% étaient totalement en sécurité alimentaire (Figure 20). Les ménages restants étaient en insécurité alimentaire légère (4%) ou modérée (11%).

FIGURE 20: Classification de la sécurité alimentaire des ménages



Les réponses à chacune des neuf questions de HFIAS nous permettent de comprendre les types d'événements vécus par les ménages de Dschang. Au cours du mois précédant l'enquête, la plupart des ménages n'avaient pas mangé d'aliments préférés (61%), avaient mangé des aliments non désirés (60%), avaient mangé un repas plus petit que nécessaire (60%), avaient mangé moins de repas que d'habitude (52%) et avait mangé une variété limitée d'aliments (60%) (Figure 21). Jusqu'à 60% n'avaient pas eu à manger dans le ménage à un moment donné. Certains des événements d'insécurité alimentaire les plus graves ont été vécus par de nombreux ménages. Par exemple, 36% des ménages avaient un membre qui s'endormait la nuit en ayant faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture et 30% avaient un membre qui passait toute une journée et une nuit sans rien manger pour une raison similaire. Près de la moitié de tous les ménages craignaient de ne pas avoir assez de nourriture.

FIGURE 21: Fréquence de l'expérience des dimensions de l'insécurité alimentaire



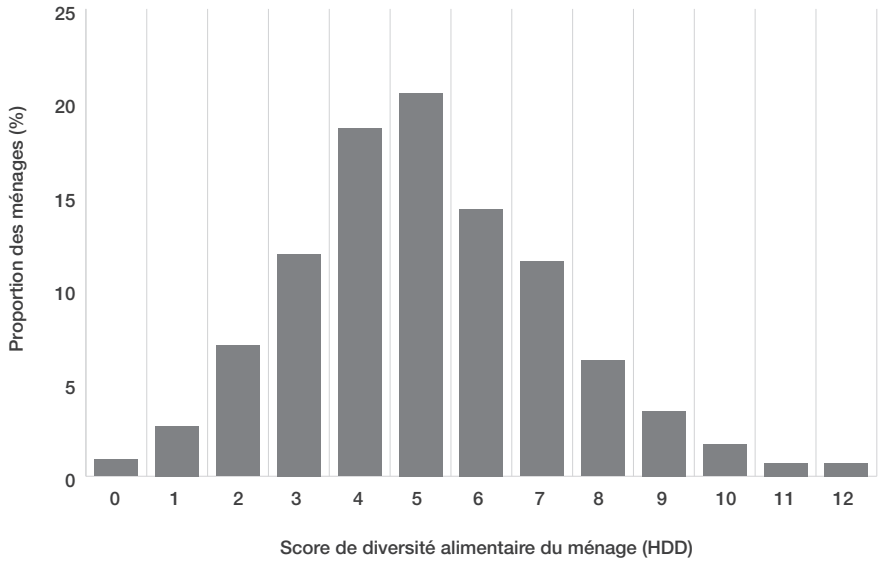
6.2 Diversité alimentaire des ménages

Le score de diversité alimentaire du ménage (HDDS) a été évalué à l'aide d'un questionnaire rapportant la consommation de groupes alimentaires. Ce questionnaire a été développé par le Projet d'assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition (FANTA) (Swindale et Bilinsky, 2006). L'outil a été adapté pour refléter les aliments consommés localement. On demande aux répondants si un membre du ménage a consommé des aliments des 12 groupes alimentaires au cours des 24 heures précédentes (Swindale et Bilinsky, 2006). Les groupes sont des céréales; racines / tubercules; des fruits; des légumes; viande et volaille; des œufs; poissons

et crustacés; noix et légumineuses; lait et produits laitiers; aliments à base d'huile et de graisse; sucre et bonbons; et d'autres aliments, y compris les épices, les condiments, le thé et le café. Le HDDS est déterminé en additionnant le nombre de groupes d'aliments consommés et en attribuant à chacun une valeur comprise entre 0 et 12.

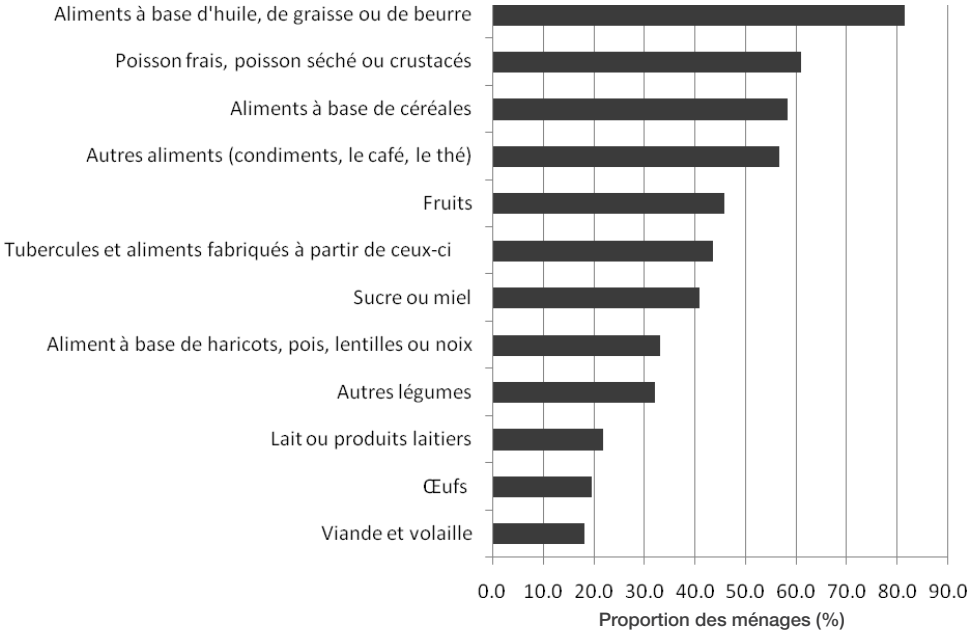
Le score HDDS moyen à Dschang était de 5,1 avec un mode de 5 et une médiane de 6. Le minimum était de 0 et le maximum de 12. La figure 22 montre une variabilité considérable de la diversité alimentaire parmi les ménages de Dschang.

FIGURE 22: Diversité alimentaire des ménages



Une plus grande diversité alimentaire des ménages ne signifie pas nécessairement une meilleure nutrition, si les aliments consommés sont moins nutritifs ou sont liés à des problèmes de santé, comme c'est le cas avec le sucre, qui a été lié à l'obésité et au diabète (Legwegoh et Hovorka, 2016). La plupart des ménages de Dschang avaient consommé des aliments à base d'huile, de graisse ou de beurre (81%), de poisson ou de crustacés (61%) et de céréales (58%) (Figure 23). Le lait et les produits laitiers (22%), les œufs (19%) et la viande et la volaille (18%) étaient les moins consommés.

FIGURE 23: Consommation des différents groupes alimentaires



6.3 Approvisionnement alimentaire mensuel par ménage

L'outil d'évaluation des mois d'approvisionnement alimentaire adéquat des ménages (MAHFP) saisit l'accès mensuel à la nourriture au cours de l'année précédente et identifie les mois de l'année où les ménages ont le plus souffert d'insécurité alimentaire (Bilinsky et Swindale, 2007). Le score MAHFP est calculé comme le nombre de mois sur 12 pendant lesquels le ménage disposait d'un approvisionnement alimentaire adéquat. Le score moyen pour Dschang était de 10,6 et la médiane de 11. Le score le plus bas était de 5 et 6% des ménages avaient un score inférieur à 9. Près d'un tiers (32%) avaient un score de 12 (Figure 24).

La figure 25 montre les mois où le plus grand nombre de ménages ne disposait pas d'un approvisionnement alimentaire suffisant. Les mois de mars, avril, mai, décembre et janvier ont été identifiés comme les mois les plus difficiles. La plus grande proportion de ménages (37%) a trouvé le mois d'avril le plus difficile de tous. La principale raison de l'augmentation de l'insuffisance alimentaire entre mars et mai est qu'il s'agit de la saison précédant la récolte où la plupart des cultures de base sont plantées et la nourriture est rare (Figure 26). À d'autres moments de l'année, en particulier en janvier, le manque d'argent pour acheter de la nourriture est la principale raison pour laquelle les ménages ne disposent pas d'un approvisionnement suffisant.

FIGURE 24: Distribution des scores MAHFP

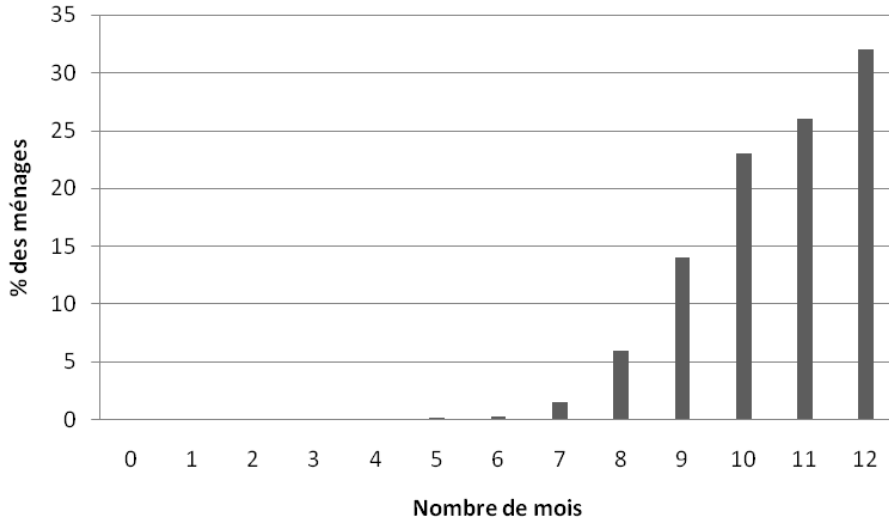


FIGURE 25: Mois pendant lesquels les ménages n'ont pas accès aux produits alimentaires

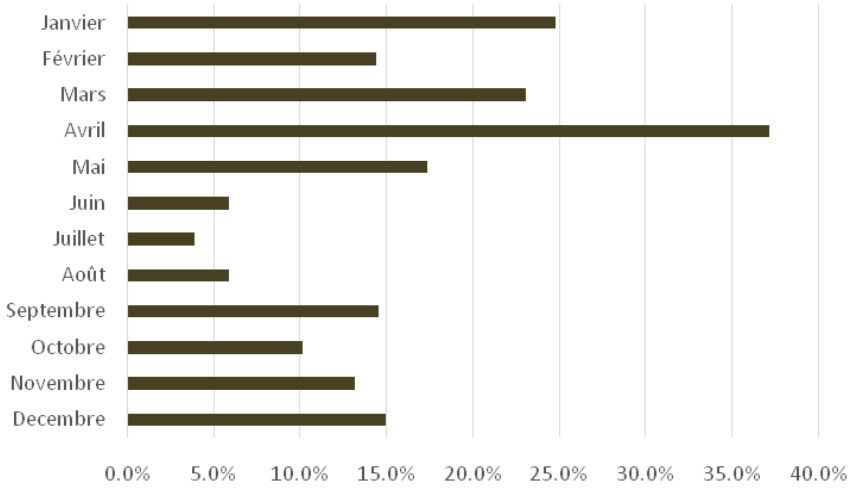
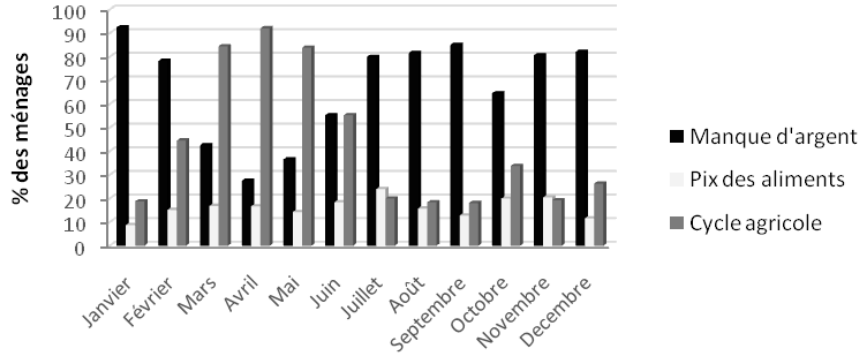


FIGURE 26: Les raisons d'inaccessibilité aux produits alimentaires



Les figures 27 et 28 illustrent les types d'aliments rendus inaccessibles par le cycle agricole en avril et en janvier par le manque de liquidités. En avril, les aliments les plus inaccessibles étaient les légumes-tubercules et les aliments fabriqués à partir de ceux-ci. Ceux-ci ainsi que la viande et la volaille étaient également difficiles à obtenir en janvier. Notamment, au cours des deux mois, le sucre ou le miel, les aliments à base d'huile, de graisse ou de beurre et d'autres aliments étaient inaccessibles à seulement quelques ménages, ce qui suggère que les aliments les moins nutritifs sont les plus susceptibles d'être disponibles toute l'année.

FIGURE 27: Aliments inaccessibles en avril en raison du cycle agricole

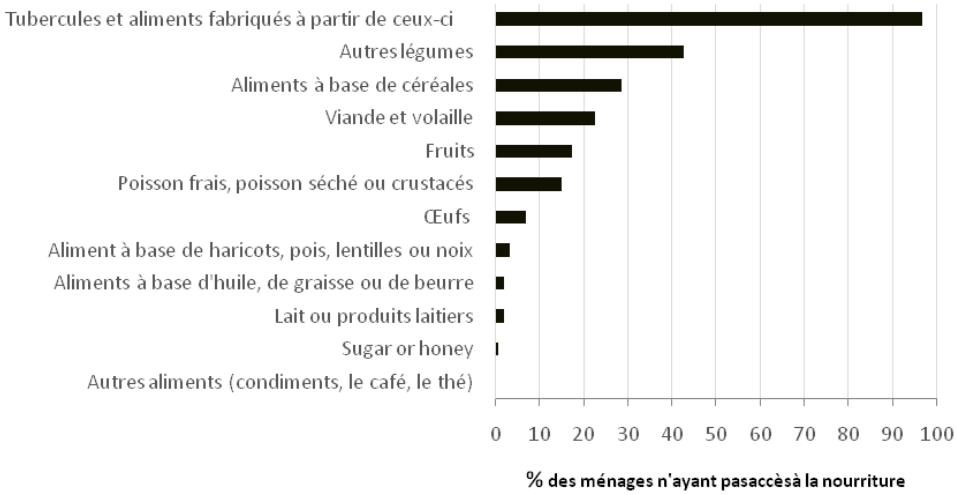
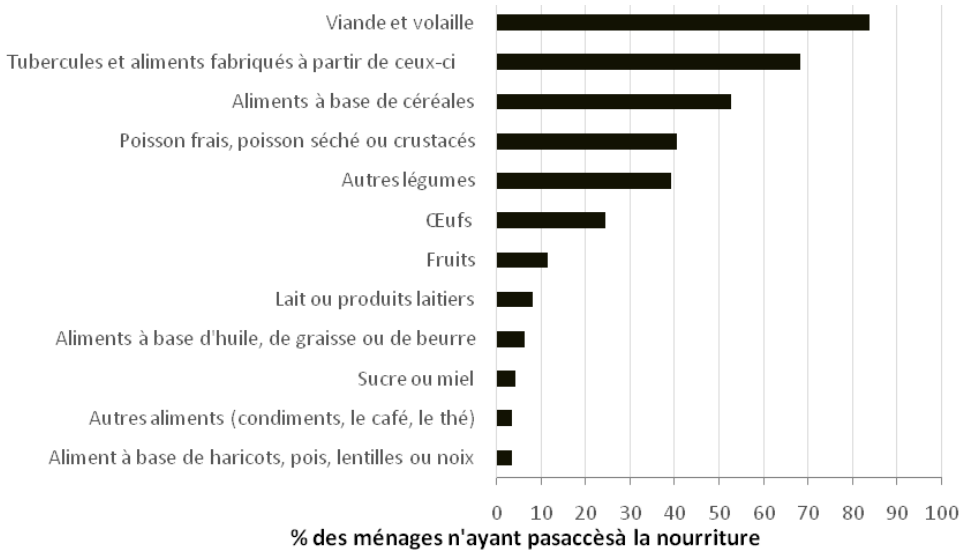


FIGURE 28: Inaccessible Foods in January Due to Lack of Cash



6.4 Prix des aliments

Les deux tiers des ménages de Dschang ont déclaré qu'ils s'étaient privés de certains types d'aliments au cours des six mois précédents parce qu'ils étaient inabordables (40% par mois, 19% par semaine et 8% plus souvent par semaine) (Figure 29). Les légumes-tubercules et les aliments qui en sont issus étaient les plus cités comme étant inaccessibles en raison des prix des denrées alimentaires (59%). Viennent ensuite les viandes et volailles (56%) et les poissons et crustacés (30%) (Figure 30). Le miel ou le sucre et les condiments étaient les moins susceptibles d'être inabordables. Bien que les légumes, les tubercules et la viande soient produits localement, il est courant localement que les prix et la disponibilité sont influencés par l'exportation de ces produits vers les grandes villes du Cameroun (Douala et Yaoundé) ou vers les pays voisins. Le marché d'exportation crée des pénuries locales et provoque donc généralement une volatilité des prix fondée sur les forces économiques nationales et internationales.

FIGURE 29: Expérience de se passer de nourriture en raison des prix élevés

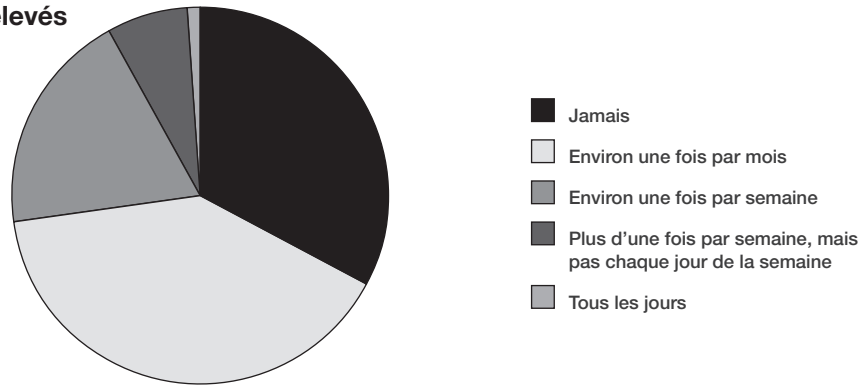
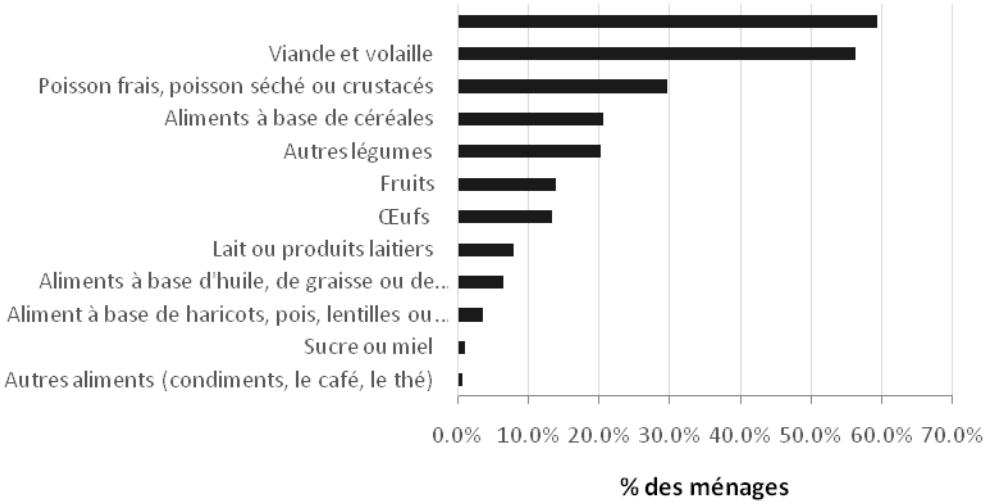


FIGURE 30: Types d'aliments affectés par les prix élevés



6.5 Sécurité alimentaire, pauvreté et caractéristiques des ménages

Le tableau 4 croise l'IPV et les mesures de sécurité alimentaire avec le type de ménage. Les ménages centrés sur les hommes étaient les plus exposés à l'insécurité alimentaire en termes de HFIAS moyen (10,2) et les plus pauvres en termes d'IPV moyen (1,88). En revanche, ils avaient le HDDS moyen le plus élevé (5,5) et étaient sur un pied d'égalité avec les ménages d'une seule personne en ayant le MAHFP le plus élevé (10,8). Les ménages centrés sur les femmes étaient les deuxièmes les plus exposés à l'insécurité alimentaire en termes de HFIAS moyen (8,8) et les deuxièmes plus pauvres en termes d'IPV moyen (1,54). Ils avaient également la plus faible diversité alimentaire (avec un HDDS de 4,7) et le pire HFIAP (c'est-à-dire le pourcentage le plus élevé d'insécurité alimentaire sévère et le pourcentage le plus bas de sécurité alimentaire). Les ménages élargis étaient les moins pauvres en termes d'IPV (0,91) et les moins en insécurité alimentaire en termes de HFIAS (7,1). Cependant, même leurs résultats HFIAP ont révélé un pourcentage d'insécurité alimentaire sévère supérieur à la moyenne globale de 67%. Les ménages restreints étaient le seul type avec un pourcentage d'insécurité alimentaire sévère inférieur à la moyenne.

Ces résultats mitigés illustrent les différentes manières dont les différents types de ménages vivent l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Le taux plus élevé d'insécurité alimentaire et de pauvreté parmi les ménages centrés sur les hommes par rapport aux ménages centrés sur les femmes suggère que le manque de partenaire est plus étroitement lié à la vulnérabilité des hommes que des femmes, peut-être en raison de compétences alimentaires limitées ou d'autres facteurs culturels (Riley et Legwegoh, 2018). Cette hypothèse semble contredite par le HDDS plus élevé pour les ménages centrés sur les hommes (suggérant des connaissances alimentaires) et par les scores relativement positifs pour les ménages d'une seule personne, de sorte que des recherches supplémentaires sont nécessaires dans le contexte local.

TABLEAU 4: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par type de ménage

		Centré sur les femmes	Centré sur les hommes	Rest-reints	Elargi	D'une seule personne	Tout les ménages
IPV(Moyenne)		1.54	1.88	1.33	0.91	1.30	1.39
HFIAS (Moyenne)		8.8	10.2	7.4	7.1	8.1	8.0
HDDS (Moyenne)		4.7	5.5	5.2	5.2	4.8	5.1
MAHFP (Moyenne)		10.6	10.8	10.6	10.6	10.8	10.6
HFIAP (%)	Sécurité alimentaire	13.9	15.9	21.5	17.4	18.3	18.4
	Insécurité alimentaire légère	2.3	1.6	5.2	1.2	4.2	3.9
	Insécurité ali-mentaire modérée	11.6	11.1	11.5	10.5	7.5	10.8
	Insécurité alimentaire sévère	72.3	71.4	61.8	70.9	70.0	66.8

6.6 État de la sécurité alimentaire et de la migration

Les ménages émigrés (dont tous les membres sont nés en dehors de Dschang) sont les moins pauvres en termes d'IPV moyen (1,32), les ménages mixtes ayant l'IPV moyen le plus élevé (1,44) et les ménages de non-migrants (tous les membres nés à Dschang) se situant au milieu (1,38) (Tableau 5). En termes de HFIAS, les résultats ont été inversés, avec les ménages émigrés les plus en insécurité alimentaire (8,6) et les ménages mixtes les moins en insécurité alimentaire (7,4). Les scores de diversité alimentaire ont montré un profil différent, les ménages émigrés ayant le HDDS moyen le plus élevé (5,6), suivis des ménages mixtes (5,4) et des ménages de non-migrants (4,7). Ces résultats mitigés suggèrent une relation complexe entre la migration, la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui nécessite une plus grande attention de la recherche. Une recherche sur la situation des personnes déplacées serait particulièrement propice.

La répartition des composantes des scores IPV éclaire un peu sur l'apparente complexité de ces résultats: les ménages émigrés étaient beaucoup moins susceptibles que les autres types de ménages de se passer de médicaments ou de traitements médicaux l'année précédente (68% contre 51% des ménages mixtes et 47% des ménages non migrants). Cette différence aurait abaissé leur score d'IPV moyen en tant que groupe. L'accès des ménages émigrés aux médicaments et aux traitements médicaux est peut-être dû à la forte représentation du personnel universitaire, des étudiants

et des autres fonctionnaires au sein de la population des ménages migrants, et à la probabilité que ces personnes aient accès à des installations médicales. La répartition de l'IPV révèle également que les ménages émigrés sont plus souvent privés de nourriture que les autres types de ménages: la proportion de ceux qui se sont privés de nourriture «toujours», «plusieurs fois» ou «souvent» était de 44% parmi les ménages émigrés, et 36% pour les ménages mixtes et non migrants. La fréquence élevée de privation de nourriture dans les questions de l'IPV fournit des preuves supplémentaires pour étayer l'observation selon laquelle les ménages émigrés à Dschang sont susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire sans nécessairement être pauvres d'une autre manière.

TABLEAU 5: Scores de la sécurité alimentaire et de la pauvreté par statut migratoire des ménages

	Ménage émigrés	Ménage mixte	Ménage non migrant
IPV (Moyenne)	1.32	1.44	1.38
HFIAS (Moyenne)	8.6	7.4	8.2
HDDS (Moyenne)	5.6	5.4	4.7
MAHFP (Moyenne)	10.7	10.7	10.5

6.7 Sécurité alimentaire et revenu des ménages

Le tableau croisé des quintiles de revenu avec les scores de pauvreté et de sécurité alimentaire dans le tableau 6 comporte la mise en garde du faible taux de réponse pour les données sur le revenu. Les scores de l'IPV sont remarquablement similaires dans tous les quintiles de revenu, ce qui reflète peut-être le fait que les problèmes d'infrastructure tels que la distribution de l'électricité et de l'eau à Dschang affectent aussi bien les riches que les pauvres. Le deuxième quintile de revenu le plus pauvre est celui qui souffre le plus d'insécurité alimentaire parmi les scores HFIAS, HFIAP et HDDS. Le quintile de revenu le plus pauvre, contre-intuitivement, a le deuxième pourcentage le plus élevé de ménages en sécurité alimentaire. Il est possible que cela reflète le succès de l'agriculture de subsistance et donc les ménages moins dépendants des achats du marché pour accéder à la nourriture. Les scores de sécurité alimentaire des ménages du quintile de revenu le plus élevé sont globalement les meilleurs, avec un HFIAS moyen de 4,7, un HDDS de 6,6 et moins de la moitié (45%) en situation d'insécurité alimentaire sévère.

TABLEAU 6: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par quintile de revenu						
		1	2	3	4	5
IPV (Moyenne)		1.47	1.45	1.38	1.40	1.52
HFIAS (Moyenne)		8.5	9.2	9.0	7.0	4.7
HDDS (Moyenne)		5.4	5.2	5.5	6.3	6.6
MAHFP (Moyenne)		10.6	10.6	10.6	10.6	10.4
HFIAP (%)	Sécurité alimentaire	20.8	8.9	10.6	14.9	27.7
	Insécurité alimentaire légère	2.1	8.9	2.1	2.1	6.4
	Insécurité alimentaire modérée	4.2	6.7	17.0	17.0	21.3
	Insécurité alimentaire sévère	72.9	75.6	70.2	66.0	44.7

Les ménages dont le revenu provient d'un travail salarié occasionnel ont la moyenne la plus élevée (la pire) de l'IPV (1,76) et un HFIAS moyen extrêmement élevé de 10,2 (Tableau 7). Le revenu du travail occasionnel semble donc être étroitement lié à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté. En revanche, les ménages dont le revenu provient d'un travail salarié formel ont les scores HFIAS moyens les plus bas (4,8) et les scores HDDS (6,1) et MAHFP (11,0) les plus élevés de tous les groupes. Les ménages ayant un revenu d'un travail salarié informel, qui par définition est plus un revenu régulier qu'un travail salarié occasionnel, sont légèrement mieux lotis dans leur IPV que les ménages ayant un revenu d'un travail salarié formel, mais s'en tirent moins bien sur les scores de sécurité alimentaire. La comparaison des ménages avec des revenus provenant de «la production et de la vente de produits frais» et ceux avec des revenus provenant de «la vente de produits frais qu'ils n'ont pas produits» montre que sur toutes les mesures de la pauvreté et de la sécurité alimentaire, les ménages producteurs sont en moyenne moins bien lotis.

TABLEAU 7: Scores de sécurité alimentaire et de pauvreté par type de revenu						
	Production informelle et vente des produits frais	Travail salarié informel	Travail salarié formel	Soutien financier régulier des amis ou famille	Travail salarié occasionnel	Vente informelle de produits frais non produit par le ménage
IPV (Moyenne)	1.51	1.11	1.15	1.41	1.76	1.37
HFIAS (Moyenne)	8.4	7.7	4.8	8.5	10.2	7.6
HDDS (Moyenne)	4.5	4.9	6.1	5.0	4.8	5.1
MAHFP (Moyenne)	10.3	10.5	11.0	10.6	10.7	10.7
Remarque: certains ménages ont plus d'une source de revenu et peuvent donc apparaître plus d'une fois dans le tableau						

6.8 Sécurité alimentaire à Dschang dans une perspective comparative

En comparant les scores de l'HFIAS pour Dschang avec les deux autres sites étudiés pour ce projet (Oshakati-Ongwediva-Ondangwa, Namibie, et Mzuzu, Malawi), il apparaît que les niveaux d'insécurité alimentaire des ménages à Dschang sont plus faibles qu'en Namibie (Nickanor et al., 2019) et plus élevé qu'au Malawi (Riley et al., 2018). Cependant, les scores de HFIAP montrent que la proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère est beaucoup plus élevée à Dschang (67%) qu'à Oshakati-Ongwediva-Ondangwa (52%) ou à Mzuzu (38%). Ce résultat suggère que les ménages de Dschang qui connaissent une insécurité alimentaire occasionnelle subissent les types d'événements les plus graves (c'est-à-dire ceux qui figurent en haut de la liste de la Figure 21). Une autre explication possible est que, parce que l'expérience de «n'importe quel membre» change la réponse à la question, le résultat pourrait refléter des inégalités intra-ménages dans le contexte de l'accueil de personnes déplacées des régions anglophones. Cela pourrait aussi être le reflet de l'informalité structurelle de l'économie locale: par rapport aux 18% de ménages à revenu salarial formel à Dschang, 23% des ménages à Mzuzu et 53% des ménages à Oshakati-Ongwadiva-Ondangwa avaient un revenu salarial formel. La précarité des sources de revenus pourrait exposer les ménages qui sont généralement en mesure d'accéder à la nourriture à des expériences occasionnelles graves qui façonnent la façon dont ils sont classés par l'outil HFIAP. Dschang a le HDDS le plus élevé des trois, ce qui suggère qu'il existe une plus grande variété d'aliments disponibles et que les gens mangent une plus grande variété d'aliments.

TABLEAU 8: Comparaison des scores de la sécurité alimentaires des ménages

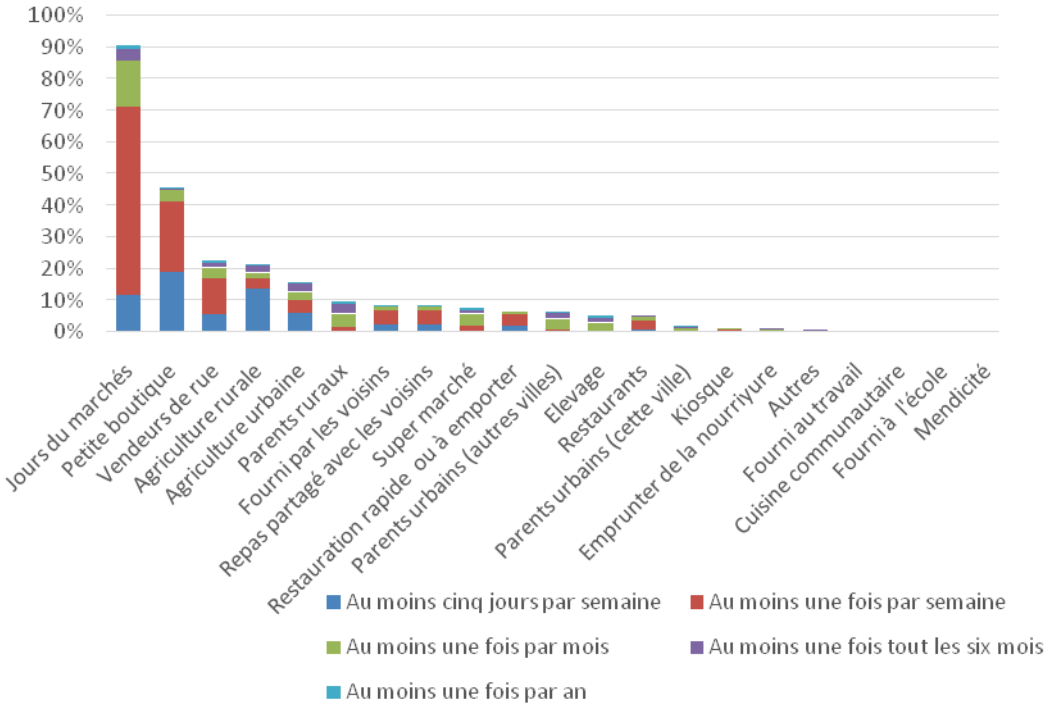
		Dschang	Mzuzu	Oshakati-Ongwediva-Odangwa
HFIAS (Moyenne)		8.0	6.5	8.5
HDDS (Moyenne)		5.1	4.1	4.8
MAHFP (Moyenne)		10.6	10.4	10.8
HFIAP (%)	Sécurité alimentaire	18.4	29.0	23.0
	Insécurité alimentaire légère	3.9	11.0	8.0
	Insécurité alimentaire modérée	10.8	22.0	17.0
	Insécurité alimentaire sévère	66.6	38.0	52.0

7. Système Alimentaire De Dschang

7.1 Sources de nourriture

Les ménages interrogés à Dschang dépendent massivement pour leur alimentation sur des marchés ouverts à des jours spécifiques. Le marché B du centre-ville est ouvert tous les jours, mais il est plus fréquenté les «jours de marché» (chaque huitième jour est un «grand jour de marché» et le jour du milieu entre les grands jours de marché est un «petit jour de marché»). Le marché C est vacant sauf les jours de marché où il devient un centre de commerce dynamique. Presque tous les ménages (91%) achètent de la nourriture sur les marchés libres et trois ménages sur cinq (60%) le font chaque semaine (Figure 31). Près d'un ménage sur quatre (24%) a déclaré que les marchés ouverts étaient leur seule source de nourriture. Il n'y a pas de supermarché majeur à Dschang comparable aux chaînes de magasins régionales d'Oshakati-Ongwediva-Ondangwa et de Mzuzu. Le seul magasin nommé supermarché vend des produits d'épicerie secs, des boissons et d'autres articles non alimentaires. Moins d'un ménage sur dix accède à la nourriture dans les supermarchés, ce qui est une proportion beaucoup plus faible que dans les deux autres sites d'étude (Riley et al., 2018; Nickanor et al., 2019).

FIGURE 31: Fréquence d'utilisation de différentes sources alimentaires



7.2 Achats alimentaires

Les produits alimentaires achetés par le plus grand nombre de ménages au cours du mois précédant l'enquête comprenaient le riz (84%), l'huile de cuisson (72%), le pain blanc (70%), le poisson séché (57%), le sucre (56%) et pâtes alimentaires (53%) (Tableau 9). Un peu moins de la moitié des ménages avaient acheté des légumes frais ou cuits, reflétant la pratique répandue de l'agriculture urbaine et rurale, qui remplace le besoin d'acheter ces produits. De nombreux aliments transformés et cuits n'étaient achetés que par quelques ménages.

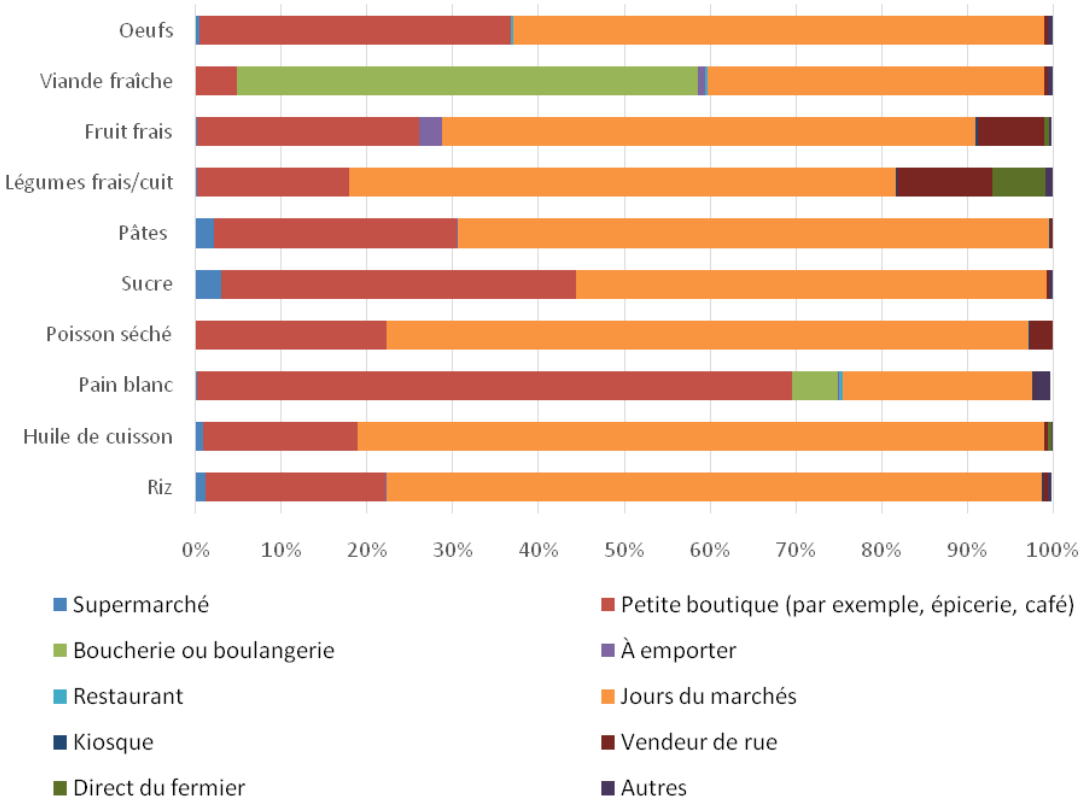
La figure 32 montre les sources des 10 principaux aliments achetés le mois précédent (chaque ménage a identifié une source principale par produit). La prédominance des marchés ouverts se reflète ici: la plupart des ménages achètent généralement huit des 10 aliments les plus achetés sur les marchés, y compris une gamme d'aliments frais (légumes frais / cuits 64%), des œufs (62%) et des fruits frais (62%); épicerie (huile de cuisson 80%, sucre 55%); et les aliments secs (riz 76%, poisson séché 75%, pâtes 69%). Le pain blanc est généralement acheté dans les petits commerces (par 69% des ménages) et la viande dans une boucherie (par 54%). Les supermarchés et les vendeurs ambulants ne sont pas les principales sources des aliments les plus populaires.

TABLEAU 9: Proportion de ménages achetant des produits alimentaires

Type d'aliments	% ménages
Riz	83.3
Huile de cuisson	72.4
Pain blanc	70.8
Poisson séché	57.3
Sucre	55.5
Pâtes	53.0
Légumes frais / cuits	49.2
Fruits frais	42.3
Viande fraîche	39.5
Des œufs	38.1
Poisson frais	29.8
Poisson congelé	29.5
Thé / café	23.3
Poulet frais	16.2
Bonbons / chocolat	15.3
Lait caillé	14.2
Farine de maïs	13.5

Laitfrais	11.2
Viande congelé	6.7
Viande cuite	2.2
Frites	2.0
Pain complet	1.7
Poulet congelé	1.6
Des collations	1.6
Poulet cuit	1.5
Poisson cuit	1.3
Viande séchée	1.0
Légumes en conserve	0.6
Fruit sec	0.2
Tartes / samosa	0.2
Fruits en conserve	0.1
Légumes secs	0.1

FIGURE 32: Sources d'achat des principaux aliments



Peu de ménages ont acheté les aliments les plus achetés en dehors de Dschang. La figure 33 montre quels aliments ont été achetés dans le quartier du ménage et lesquels ont été achetés dans un autre quartier de la ville. Seul le pain complet a été acheté dans le quartier par plus de la moitié

des ménages, bien que des minorités importantes achètent généralement du sucre (47%), des œufs (44%) et des légumes frais (39%) dans leur quartier. Seul un ménage sur 10 (10%) a acheté de la viande fraîche dans son quartier, ce qui est en fait l'aliment le moins accessible physiquement. Peu de sources de nourriture étaient situées dans une autre ville ou une zone rurale en dehors de la municipalité.

La fréquence d'achat de divers produits alimentaires reflète en partie leur accessibilité, mais elle peut également être liée au fait que les gens ont ou non pas assez d'argent pour acheter de la nourriture en vrac ou avoir un appareil de stockage domestique. Le pain blanc est très accessible géographiquement et est également le plus susceptible d'être acheté quotidiennement (par 57% des ménages acheteurs). Les fruits frais étaient les deuxièmes plus susceptibles d'être achetés quotidiennement (35%). Les aliments suivants étaient généralement achetés mensuellement: huile de cuisson (53%), sucre (47%), pâtes (47%), viande fraîche (41%) et œufs (35%). Les aliments les plus susceptibles d'être achetés chaque semaine étaient le poisson séché (61%), les légumes frais / cuits (59%), les fruits frais (42%) et le riz (39%) (Figure 34).

FIGURE 33: Localisation géographique des sources d'achat de denrées alimentaires

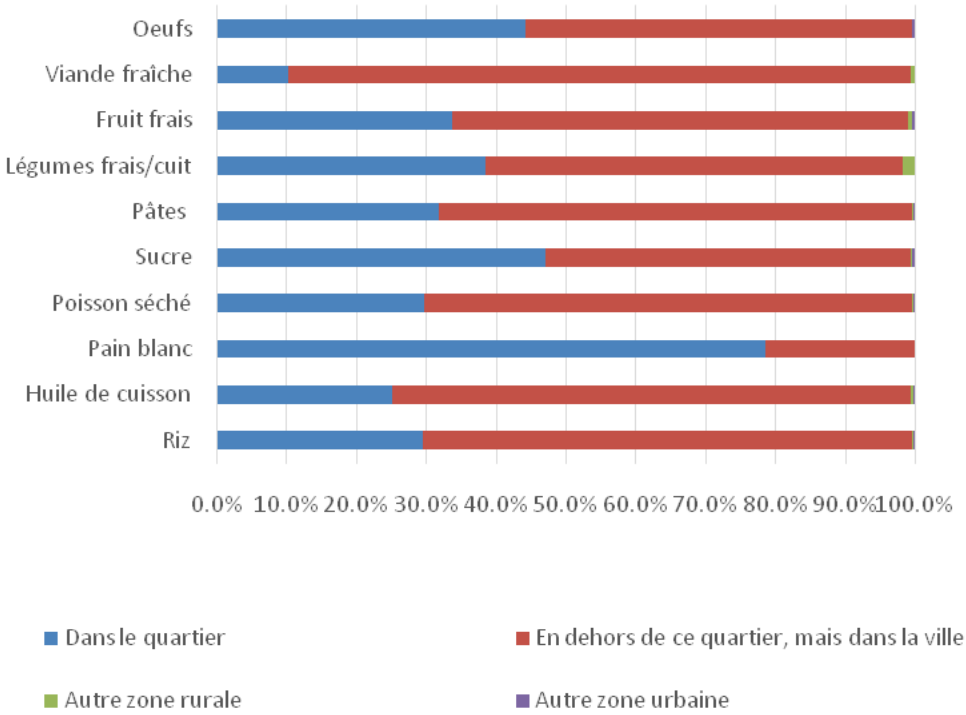
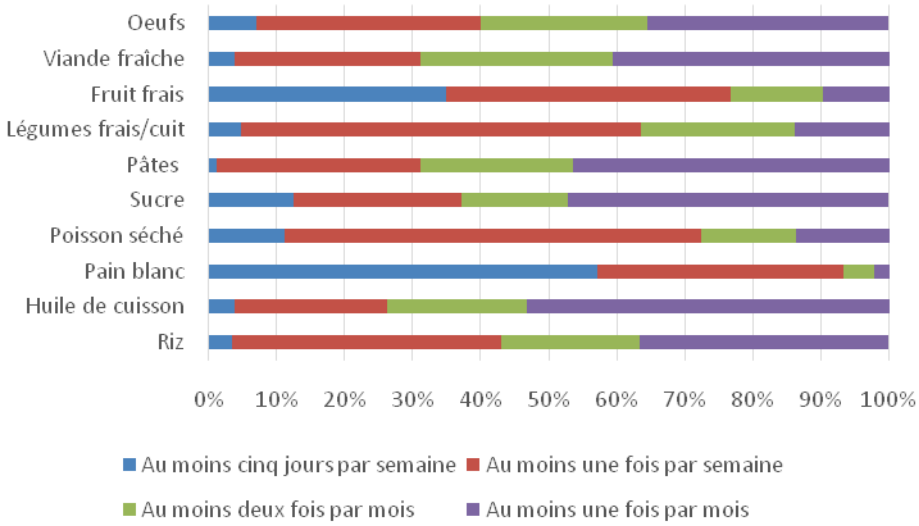


FIGURE 34: Fréquence des achats de nourriture par les ménages

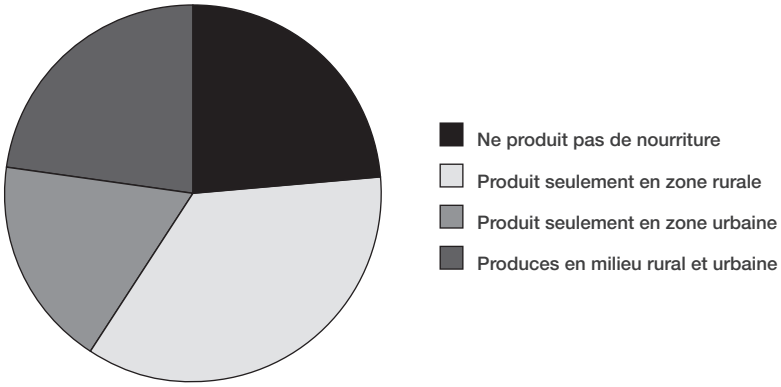


7.3 Production alimentaire des ménages

Le concept d'agriculture urbaine dans sa définition la plus large englobe une variété d'activités de production et de consommation alimentaires qui peuvent avoir lieu dans ou autour des limites des agglomérations urbaines (De Zeeuw et Dreschel, 2015). L'horticulture, l'élevage, l'aquaculture, l'apiculture, les activités de production forestière et même, à l'occasion, la transformation et la vente des produits de ces activités dans les villes et à la périphérie, sont toutes considérées comme des activités agricoles urbaines et périurbaines. Les villes secondaires ont souvent plus d'opportunités pour l'agriculture urbaine en raison des faibles densités de population et de la proximité des espaces ruraux avec les résidents urbains. Dschang comprend les zones rurales et périurbaines à l'intérieur des limites municipales où la production alimentaire est la principale activité économique.

Seuls 24% des ménages interrogés ne produisent aucun des aliments qu'ils consomment (Figure 35). Une proportion similaire produit de la nourriture pour le ménage dans les zones rurales et urbaines, tandis que 36% ne produisent de la nourriture que dans les zones urbaines. Les autres (18%) ne produisent de la nourriture que dans les zones rurales.

FIGURE 35: Production alimentaire par les ménages



7.3.1 Agriculture rurale

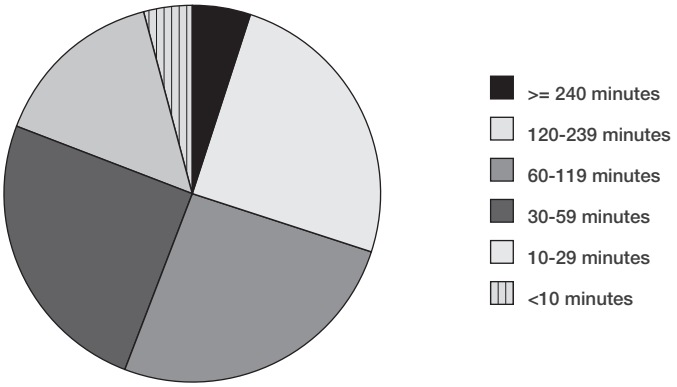
Deux ménages sur cinq qui produisent des aliments exclusivement ou partiellement dans les zones rurales le font pour leur propre consommation et près des trois quarts de ces ménages possèdent les terres sur lesquelles ils produisent des aliments. Le tableau 10 répertorie les principales cultures pratiquées par ces ménages qui ont été spécifiquement interrogées dans l'enquête sur la base d'une compréhension des cultures de base locales: maïs (95%), plantains (80%), manioc (72%), taro (68%) et pommes de terre (63%). Afin de recueillir une image plus complète de la gamme des cultures produites dans la région, les répondants ont été invités à nommer leurs autres cultures, notamment les haricots, les ignames, le soja, l'avocat, les arachides, les patates douces, les mangues, les tomates, le chou, la canne à sucre, aubergines et carottes. Près d'un ménage sur trois qui produit des aliments dans les zones rurales (30%) produit tous les aliments énumérés et au moins une «autre» culture.

Le temps moyen mis par les répondants pour atteindre le lieu de production de leurs cultures rurales en utilisant leur moyen de transport habituel (qui pourrait être une combinaison de minibus, de taxi et de motocyclette) était de 79 minutes, avec une médiane et un mode d'une heure (Figure 36). Quelques ménages (environ 5%) voyagent quatre heures ou plus jusqu'à leur terre; ce qui est en partie le reflet du mauvais état des routes dans les zones rurales au Cameroun, ainsi que la distance à leurs exploitations.

Environ un quart voyage pendant 2 à 4 heures, un autre quart entre 1 et 2 heures et un autre entre une demi-heure et une heure. La plupart des ménages qui passent le moins de temps à voyager pourraient résider dans les zones périurbaines ou rurales de la municipalité de Dschang.

TABLEAU 10: Cultures produites dans les zones rurales par les résidents de Dschang	
Aliments cultivés	% des ménages producteurs
Maïs	95.1
Plantains	79.9
Manioc	72.4
Taro	68.3
Pommes de terre	62.9
Note: question à réponses multiples	

FIGURE 36: Temps nécessaire par les ménages pour atteindre le lieu où les cultures sont pratiquées



7.3.2 Agriculture urbaine

Plus de la moitié des ménages interrogés à Dschang (59%) cultivent une partie de leur propre nourriture dans les zones urbaines. C'est beaucoup plus élevé que les 38% à Mzuzu (Riley et al., 2018) et 20% à Oshakati-Ongwediva-Odangwa (Nickanor et al., 2019). La culture la plus populaire est le manioc (94% des ménages produisant de la nourriture dans les zones urbaines) (Tableau 11), suivi des plantains (82%), du maïs (75%), du taro (67%) et des pommes de terre (56%). Les autres cultures populaires comprenaient les haricots, les arachides, les patates douces, les ignames, les melons, les choux et les avocats.

Plus de trois quarts des personnes impliquées dans l'agriculture urbaine cultivaient leur nourriture sur leurs propres parcelles d'habitation (Tableau 12). Environ une personne sur cinq pratiquait l'agriculture urbaine dans son quartier mais en dehors de sa propriété résidentielle (soit sur un terrain non bâti, soit sur un terrain loué près de chez lui). La pratique de la culture de la nourriture sur les balcons ou terrasses, sur d'autres terrains urbains et sur les lits des rivières est moins courante.

TABLEAU 11: Cultures produites dans les zones urbaines de Dschang	
Aliments cultivés	% des ménages producteurs
Manioc	94.0
Plantains	81.9
Maïs	74.7
Taro	67.1
Pommes de terre	56.0
Note: question à réponses multiples	

TABLEAU 12: Localisation de l'agriculture urbaine	
	% des ménages producteurs
Propre parcelle d'habitation	77.5
Dans un quartier résidentiel, mais en dehors de sa propre parcelle	20.5
Sur le lit de la rivière	6.8
Sur le bord de la route	5.2
Autres terrains urbains	1.6
Jardin suspendu / balcon / terrasse	0.9
Forêt urbaine	0.7
Sur site industriel	0.2
Note: question à réponses multiples	

Le tableau 13 montre pourquoi certains ménages ne cultivent pas leur propre nourriture. La raison la plus courante (mentionnée par 61%) était qu'ils n'avaient pas de terres à cultiver. D'autres raisons étaient beaucoup moins importantes et seulement 1% pensaient que l'agriculture était réservée aux ruraux.

TABLEAU 13: Raisons de ne pas s'engager dans l'agriculture urbaine	
	% des ménages non producteurs
Nous n'avons pas de terre pour cultiver de la nourriture	61.0
Nous n'avons ni le temps ni le travail	20.4
Nous manquons de compétences pour produire de la nourriture	16.5
Il est plus facile d'acheter notre nourriture que de la cultiver	13.9
Nous n'avons aucun intérêt à cultiver de la nourriture	9.9
Nous n'avons pas accès aux intrants (semences, eau, engrais)	9.9
Les gens voleraient ce que nous cultivons	4.2
L'agriculture est réservée aux ruraux	1.0
Note: question à réponses multiples	

7.3.3 Élevage urbain

Près de la moitié des ménages élèvent du bétail en ville. Parmi ceux-ci, 88% élèvent des poulets, suivis des porcs (43%) (Tableau 14). Les autres animaux d'élevage comprenaient des canards, des lapins, des chèvres, des moutons, des cobayes, des oies et des dindes.

TABLEAU 14: Animaux élevés en ville pour la production alimentaire

Bétails	% de ménages propriétaires de bétail
Poulets	88.1
Porcs	42.9
Canard	8.9
Lapins	4.4
Autres	22.2
Note: question à réponses multiples	

Plus de la moitié des ménages qui n'élevaient pas de bétail ont déclaré ne pas avoir la terre pour le faire, ce qui est en fait l'obstacle le plus important à l'élevage en milieu urbain (Tableau 15). Près de 20% ont déclaré qu'ils n'avaient pas les compétences, que les gens volaient leur bétail et qu'ils n'avaient pas le temps ni le travail. Seulement 13% ont dit que c'était parce qu'ils n'avaient aucun intérêt à élever du bétail et seulement 2% pensaient que c'était une activité rurale uniquement.

TABLEAU 15: Raisons pour ne pas élever de bétail en ville

	% de ménages propriétaires de bétail
Nous n'avons pas de terre pour garder du bétail	54.1
Nous manquons de compétences pour élever du bétail	20.6
Les gens volaient tout le bétail que nous élevons	18.9
Nous n'avons ni le temps ni le travail	17.5
Nous n'avons pas accès aux intrants nécessaires à l'élevage du bétail	16.1
Nous n'avons aucun intérêt à garder du bétail	12.6
Il est plus facile d'acheter notre nourriture que de l'obtenir du bétail	4.9
L'élevage estréservé aux ruraux	2.1
Note: question à réponses multiples	

7.3.4 Sécurité alimentaire et production alimentaire des ménages

Les ménages qui produisent des aliments sont généralement plus pauvres que ceux qui ne le font pas en termes d'IPV (1,41 contre 1,31) (Tableau 16). Ils sont également plus en insécurité alimentaire (en moyenne

HFIAS 8,1 contre 7,5) et ont une alimentation moins diversifiée (HDDS moyen 4,9 contre 5,8). Il existe des différences relativement faibles entre les ménages qui élèvent du bétail et les ménages qui n'élèvent pas de bétail en termes d'IPV (1,38 et 1,41 respectivement) et de HFIAS (7,9 et 8,1 respectivement). Les ménages qui élèvent du bétail ont moins de diversité alimentaire et une plus faible stabilité alimentaire au cours de l'année. Ces résultats pourraient être interprétés comme suggérant que la production alimentaire ne contribue pas à soutenir la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté, mais il est probable que les ménages producteurs seraient plus mal lotis sans les aliments qu'ils produisent. Les résultats suggèrent que pour de nombreux ménages, la nourriture qu'ils produisent n'est pas suffisante pour les protéger contre la faim et la pauvreté.

TABLEAU 16: Sécurité alimentaire et pauvreté par production alimentaires des ménages

	Pratique les cultures	Ne pratique pas de cultures	Élève du bétail	N'élève pas du bétail
IPV (Moyenne)	1.41	1.31	1.38	1.41
HFIAS (Moyenne)	8.1	7.5	7.9	8.1
HDDS (Moyenne)	4.9	5.8	4.8	5.4
MAHFP (Moyenne)	10.5	10.9	10.5	10.7

7.4 Transferts alimentaires

L'importance des transferts alimentaires informels en tant que source de nourriture varie à travers l'Afrique Sud (Nickanor et al., 2016). L'AFSUN a constaté que 28% des ménages des zones à faible revenu des 11 villes recevaient des transferts alimentaires, bien que ce pourcentage variait d'un minimum de 14% à Johannesburg, en Afrique du Sud, à un maximum de 47% à Windhoek, en Namibie (Chikanda et al., 2017). Le pourcentage de ménages recevant des transferts à Dschang était de 48%; plus que les 28% à Mzuzu (Riley et al., 2018) et moins que les 55% à Oshakati-Ongwediva-Ondangwa (Nickanor et al., 2019). Plus des trois quarts (77%) des ménages bénéficiaires de transferts les reçoivent d'une source rurale et 31% d'une source urbaine (Tableau 17). Les proches étaient beaucoup plus susceptibles d'être la source de transferts de nourriture que les amis: 96% des ménages bénéficiaires de transferts recevaient des transferts de parents et 9% d'amis. Les sources de transferts les plus courantes sont les parents ruraux (64% des ménages bénéficiaires de transferts), suivis des parents urbains (29%). Très peu de ménages reçoivent de la nourriture d'amis ruraux ou urbains.

Le tableau 18 montre les types d'aliments donnés aux ménages à Dschang. Les tubercules et les plantains étaient les produits les plus courants, reçus respectivement par 61% et 60% des ménages bénéficiaires. Près de la moitié de ces ménages ont reçu du maïs et des pommes de terre. D'autres aliments importants transférés comprenaient l'huile, divers légumes et le poisson. De nombreux ménages ont reçu plusieurs de ces aliments, 15% en recevant cinq types ou plus.

TABLEAU 17: Sources des transferts d'aliments

		% des ménages bénéficiaires du transfert
Source	Zones rurales	69.2
	Zones urbaines	23.1
	Zones ruraleset urbaines	7.7
Senders	Des parents	91.5
	Des amis	4.5
	Parents et amis	4.0
Source Spécifique (Note:question à réponses multiples)	Parents des zones rurales	64.0
	Parents des zones urbaines	29.4
	Amis des zones rurales	3.5
	Amis des zones urbaines	2.8

TABLEAU 18: Types d'aliments reçu par les ménages

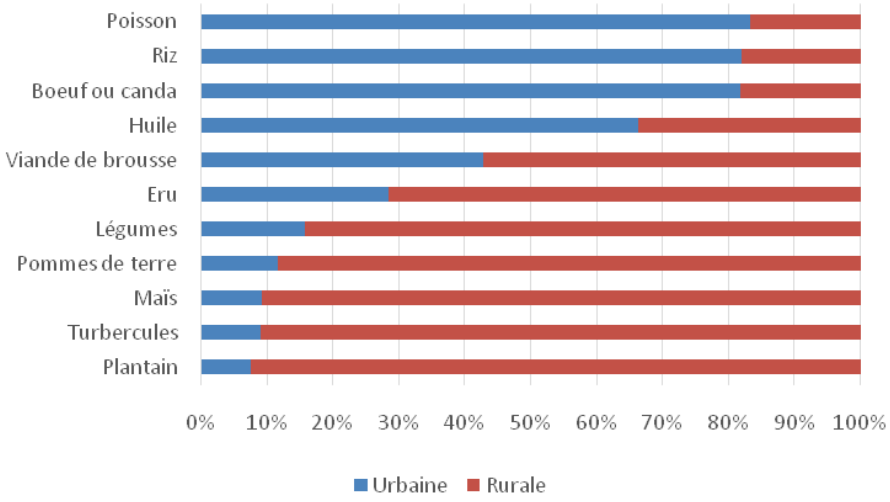
	% des ménages bénéficiaires du transfert
Tubercules (Manioc,Ignames, Taro)	60.9
Plantains	60.2
Maïs	49.6
Pomme de terres	49.4
Riz	27.9
Huiles (rouge,d'arachides)	26.2
Légumes (tomate, choux, carottes, poireaux)	17.6
Poissons	13.6
Bœuf or canda (peau du bœuf)	2.6
Viande de brousse	1.9
Eru/okok	1.6
Note: question à réponses multiples	

La figure 37 montre que certains aliments proviennent principalement de zones rurales ou urbaines. Les aliments les plus susceptibles d'être reçus d'une source urbaine sont le poisson, le riz, le bœuf ou la canda et l'huile. Les plus susceptibles de provenir d'une source rurale sont les pommes de

terre, le maïs, les tubercules et les plantains. La principale différence est que les transferts de source urbaine ont tendance à être achetés par les expéditeurs tandis que les aliments de source rurale sont cultivés.

La principale raison pour laquelle les ménages transferts ou bénéficient de la nourriture, selon les bénéficiaires, était d'aider les bénéficiaires à se nourrir (92% étaient d'accord). Seul un petit pourcentage (3%) a déclaré que la raison du transfert était que les bénéficiaires gagnent un revenu en vendant la nourriture. Presque tous les bénéficiaires ont convenu que ces envois de fonds étaient importants ou très importants pour le ménage, mais seuls quelques-uns ont déclaré qu'ils étaient essentiels à la survie (Figure 38). Dans un contexte de fluctuations des prix sur les marchés et du fait que les denrées de base comme le manioc, le taro, les plantains et les ignames deviennent de plus en plus chères, les transferts alimentaires sont susceptibles de devenir encore plus importants pour la sécurité alimentaire des ménages urbains.

FIGURE 37: Source géographique des aliments



Les ménages qui ont reçu des transferts alimentaires avaient le même IPV moyen que ceux qui n'en recevaient pas, ce qui suggère qu'il n'y a pas de différence perceptible entre les ménages avec différents niveaux de pauvreté en termes de qui reçoit ou ne reçoit pas les transferts. Le HDDS moyen plus élevé parmi les ménages recevant des transferts suggère que les transferts alimentaires ont un impact positif sur la diversité alimentaire, et pourtant le HFIAS moyen plus élevé suggère que ce niveau plus élevé de diversité n'améliore pas la sécurité alimentaire globale (Tableau 19).

FIGURE 38: Perception des ménages sur l'importance des denrées alimentaires transférées

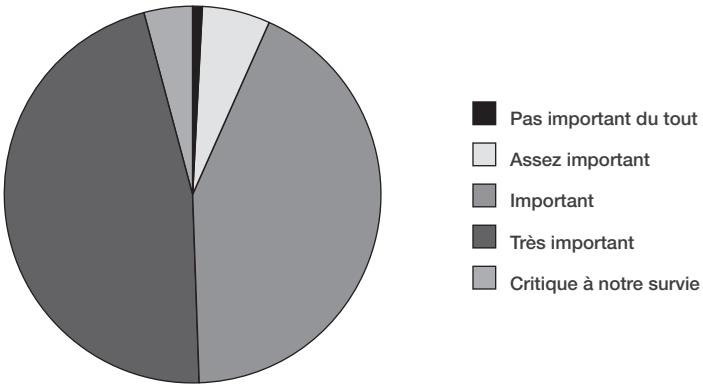


TABLEAU 19: Relation entre transferts, sécurité alimentaire et pauvreté

	Recoit des transferts d'aliments	Pas de transferts
IPV (Moyenne)	1.4	1.4
HFIAS (Moyenne)	8.6	7.4
HDDS (Moyenne)	5.3	4.8
MAHFP (Moyenne)	10.7	10.6

8. Aliments Autochtones

Dans les villes secondaires du Cameroun, le système alimentaire incorpore des aliments indigènes à l'environnement et aux traditions culturelles de chaque région, culture et groupe ethnique. Ces aliments sont combinés dans des recettes avec des aliments cultivées et des aliments importés (Sneyd, 2013). Cependant, l'homogénéisation croissante de la cuisine est évidente dans toutes les régions du pays (par exemple, dans la popularité généralisée de l'eru, du ndolé et du «poulet DG») en raison de facteurs tels que les mariages mixtes entre les groupes ethniques, le mélange de l'agriculture et les activités économique, la diversification de l'agriculture et des régimes alimentaires (Raimond et al., 2005). La disponibilité et l'accessibilité de certains aliments dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire nationales ont également contribué à la perte progressive de la diversité alimentaire régionale (Batibonak et Defo, 2015).

Les aliments indigènes ne sont pas seulement importants pour l'approvisionnement des chaînes alimentaires locales, ils sont également étroitement intégrés dans les économies et les écologies locales. Les noix de kola, le kola amer et le safou issus d'arbres fruitiers sauvages –*Dacryodes*

edulis, Cola nitida et Cola acuminata – sont entretenus par des personnes dans ce qui étaient des plantations à l'époque coloniale et ont traditionnellement joué un rôle important dans l'économie de la région de l'Ouest. Les agriculteurs plantent, conservent des arbres fruitiers et des produits médicinaux sur leurs terres, en plus du bois utilisé pour la menuiserie ou le bois de chauffage (Degrande et al., 2006).

Les avantages économiques expliquent pourquoi les agriculteurs domestiquent diverses espèces d'arbres indigènes. Ils ont réussi à augmenter les niveaux de production d'I*rvingia gabonensis* (mangue sauvage) et de *Dacryodes edulis* (safou) et à fournir des fruits et des noix de meilleure qualité (Atangana et al., 2001; Leakey et al., 2002). Selon Schreckenberg et al. (2002), les arbres fruitiers sont une source de revenu familial stable et à faible risque. Ces fruits fournissent des revenus importants aux ménages, contribuant de manière significative à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté. Kuate et al. (2006) ont constaté que le prunier africain et le kola sont des arbres fruitiers dominants dans les plantations de Foréké à Dschang. Ils ont également constaté que les arbres fruitiers sont importants pour l'apport alimentaire des ménages, mais cette contribution est souvent indirecte car les fruits sont principalement vendus avec le produit utilisé pour acheter d'autres types d'aliments.

Cette enquête comprenait une série de questions sur la consommation d'une liste prédéterminée d'aliments indigènes consommés à Dschang. Les aliments indigènes consommés par la plupart des ménages au cours de l'année précédant l'enquête étaient les fruits du njansang (66% des ménages), les oignons sauvages / pays (65%), les épices achu (55%), le safou (50%), miel (44%) et bitter kola (42%) (Tableau 20). Les autres aliments consommés par un tiers ou plus des ménages comprenaient le vin de palme, la rondelle, l'okok / eru, les noix de kola et la viande de brousse. Les aliments indigènes et autres sont cuisinés ensemble comme repas traditionnels, par exemple, les pommes de terre, les bananes, les haricots et l'huile rouge (palme) sont les ingrédients du *tchoumtom* et du *tchoukolo*, un repas largement consommé dans la région de Bamiléké dans laquelle Dschang est situé. Le riz avec la sauce aux arachides contenant de la viande de brousse et du poisson séché ou frais est un autre repas courant. Un autre aliment de base pour de nombreux Camerounais est le ndole, un plat de légumes épicé à base de feuilles vertes amères, de viande, de crevettes et de pâte d'arachide et servi avec des plantains ou des ignames. Les aliments consommés crus ou grillés comprennent la mangue sauvage, les noix de kola, le kola amer, le miel et le safou.

TABLEAU 20: Aliments indigènes consommés par les ménages enquêtés à Dschang

	% des ménages
Njansang	66.0
Oignons sauvages	65.0
Epices	54.5
Safou	50.0
Miel	44.2
Bitter kola (kola amer)	42.2
Vin de palme	40.3
Rondelle	35.4
Okok/eru	33.8
Noix de kola	30.0
Viande de brousse	29.9
Champignons	23.2
Mbongo	21.5
Mangue sauvage	13.8
Pèpè	10.5
Escargot de forêt	9.8
Fruit du palmier/raphia	9.4
Termites	7.6
Sauterelleverte (ngoh)	7.2
Chenilles	0.7

La figure 39 montre la fréquence de consommation de différents aliments indigènes. Les oignons sauvages et le njansang étaient les plus largement et fréquemment consommés. La plupart des autres aliments populaires étaient consommés moins souvent.

La principale source de la plupart des aliments indigènes est un marché dans la ville (Tableau 21). Certaines exceptions qui proviennent principalement de vendeurs / commerçants de rue comprennent le kola amer, les noix de kola, le vin de palme, les champignons, les escargots forestiers, la viande de brousse et les sauterelles vertes. Les termites sont principalement collectés dans la ville. Les sources rurales étaient également importantes, avec plusieurs aliments achetés sur les marchés ruraux par au moins 30% des consommateurs (bitter kola, miel, viande de brousse et oignons sauvage / de campagne). Près d'un ménage sur cinq qui consommait des noix de kola les cultivait ou les collectait dans une zone rurale. Le safou et les champignons leur étaient généralement envoyés depuis les zones rurales. Les petits magasins étaient également une source importante pour de nombreux aliments, en particulier l'oignon sauvage et les épices d'achu.

Les raisons de la consommation de chaque aliment ont été moyennées pour donner une idée générale des raisons pour lesquelles les ménages consommaient des aliments indigènes en général. Les «raisons nutritionnelles ou de santé» (81% étaient d'accord) étaient de loin la motivation la plus importante pour la consommation d'aliments locaux (Tableau 22). Les raisons les moins importantes étaient cérémonielles / culturelles et que les aliments étaient un cadeau. La seule autre raison mentionnée par un nombre significatif de répondants était un complément (plutôt qu'un substitut) aux aliments achetés (26%). Le tableau 22 montre les différentes raisons et la proportion correspondante de répondants et les principaux aliments pour chaque raison.

FIGURE 39: Fréquence de consommation de différents aliments indigènes

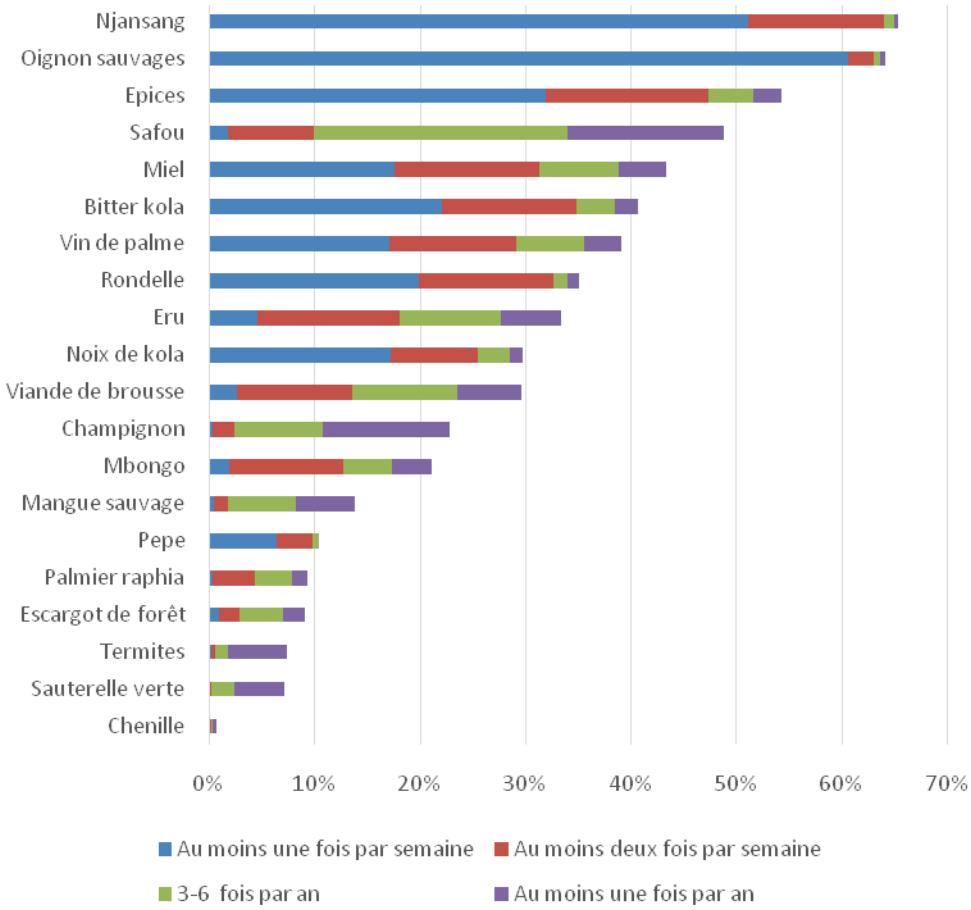


TABLEAU 21: Sources d'aliments indigènes

	Petite boutique	Marché de la ville	Marché a la campagne	Vendeur de rue/ commerçant	Cultiv éenville	Collecté En ville	Cultiv en zone rurale	Collecté en zone rurale	Envoyé à partir des zones rurales	Autres
Epices	38.7	41.0	15.8	10.1	3.2	4.0	11.0	6.9	2.7	0.4
Mangue sauvage	31.6	48.9	22.6	21.8	3.0	3.0	15.0	12.8	0.0	2.3
Okok/eru	20.3	61.5	19.4	23.1	0.6	2.5	4.9	4.0	0.6	2.5
Njansang	30.9	61.4	24.4	18.0	0.6	1.7	0.9	0.8	0.6	0.2
Bitter kola (kola amer)	30.5	41.4	30.0	45.1	0.5	0.7	2.7	4.2	0.5	1.2
Noix de kola	23.9	33.2	22.5	37.4	7.3	6.6	19.7	17.6	2.8	2.4
Vin de palme	8.2	23.2	28.4	43.3	1.8	7.2	6.7	11.9	4.4	2.8
Champignons	7.6	32.3	26.0	41.7	1.3	17.5	4.9	9.9	8.5	3.1
Escargot de forêt	7.4	33.0	8.5	45.7	1.1	5.3	2.1	9.6	4.3	6.4
Miel	20.0	47.3	31.3	18.8	0.5	1.6	0.9	3.5	6.4	1.9
Viande de brousses	6.3	22.2	31.3	34.0	-	12.8	2.1	14.9	6.3	5.6
Pèpè	17.8	79.2	21.8	9.9	-	-	-	-	-	-
Safou	15.2	46.8	26.2	38.7	6.7	10.6	8.7	9.4	8.7	0.2
Sauterelle verte (ngoh)	7.2	27.5	8.7	43.5	-	20.3	1.4	13.0	2.9	4.3
Fruit du palmier raphia	31.1	32.2	6.7	22.2	1.1	5.6	7.8	11.1	7.8	-
Mbongo	26.6	61.8	15.0	13.5	-	2.4	0.5	-	-	1.0
Rondelle	31.1	63.6	22.6	13.8	-	1.5	0.3	0.9	-	-
Oignons Sauvages	40.5	56.2	39.4	27.5	3.4	1.1	9.8	4.2	1.0	0.3
Termites	1.4	17.8	12.3	35.6	1.4	42.5	1.4	11.0	4.1	2.7

Note: question à réponses multiples

TABLEAU 22: Raison de consommer les aliments indigènes		
	Pourcentage moyen en accord avec la raison de consommer chaque aliment	Principaux aliments consommés pour ces raisons (% des ménages)
Raisons de nutrition ou de santé	80.5	Vin de palme (99%) Termites (96%) Grande sauterelle verte (96%) Miel (93%)
Partie d'un repas même lorsqu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter	26.1	Njansang (64%) Oignons sauvages (63%) Epices (59%) Rondelle (58%)
Une collation entre les repas	9.3	Noix de kola (23%) Mangue sauvage (23%) Vin de palme (22%) Safou (20%)
Partie d'un repas quand ils ont de l'argent pour acheter de la nourriture	2.0	Oignons sauvages (9%) Pèpè (8%) Njansang (7%) Rondelle (5%)
Raisons culturelles ou cérémoniales	5.8	Noix de cola (38%) Vin de palme (31%) Bitter kola (16%) Epices (11%)
Cadeau	1.3	Noix de cola (6%) Vin de palme (5%) Bitter kola (2%) Miel (2%)

9. Conclusion

Les principales conclusions de ce rapport comprennent:

- Les deux tiers des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire sévère. Au cours du mois précédant l'enquête, la plupart des ménages avaient mangé moins que ce dont ils avaient besoin, avaient mangé moins de repas que d'habitude, n'avaient pas mangé les aliments préférés, avaient mangé des aliments non désirés, avaient mangé une variété limitée d'aliments ou n'avaient pas de nourriture pour manger à la maison. Les deux tiers des ménages se sont privés de certains types d'aliments parce qu'ils étaient inabordables.
- Plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir été confrontées à des pénuries d'électricité, de nourriture, de revenus en espèces et d'eau potable.
- Les sources de revenu des ménages les plus courantes proviennent du travail informel et de la production et de la vente de produits frais. Seul un ménage sur cinq perçoit un revenu provenant d'un salaire

formel. Le revenu mensuel moyen des ménages était de 152 USD et la médiane de 91 USD.

- La part du revenu consacrée à l'alimentation est directement liée au revenu global du ménage. Le rapport entre le revenu moyen et la dépense alimentaire moyenne dans le quintile de revenu le plus élevé est d'environ 5: 1, contre 2: 1 dans le deuxième quintile le plus bas et 2: 3 pour le revenu le plus faible.
- La plupart des ménages vivent dans un logement où la cuisine et la salle de bain sont à l'extérieur.
- Avril a été le mois au cours duquel la plupart des ménages n'avaient pas un accès adéquat à la nourriture. C'est l'un des trois mois (avec mars et mai) où le cycle agricole est la principale raison de l'inaccessibilité alimentaire. L'approvisionnement alimentaire insuffisant les autres mois est davantage lié au manque de liquidités.
- La population de Dschang est jeune: environ une personne sur quatre à moins de 10 ans et 70% ont moins de 30 ans.
- La taille moyenne des ménages est de 4,5. Les ménages restreints sont les plus courants (46%), suivis des ménages centrés sur les femmes (19%) et des ménages d'une personne (13%). Les ménages élargis (10%) et les ménages centrés sur les hommes (7%) sont moins courants.
- Un ménage sur cinq est un ménage émigré de première génération (c'est-à-dire que chaque membre du ménage est né en dehors de la ville), tandis que 46% ne comptent aucun membre émigré et 34% sont composés d'un mélange d'émigré et de non-migrants. Près des trois quarts des membres du ménage sont nés à Dschang et la plupart de ceux de l'extérieur sont nés dans une autre zone urbaine du Cameroun (23%), ce qui signifie qu'il y avait peu de migrants ruraux-urbains.
- Les ménages centrés sur les hommes, bien que peu nombreux, étaient les plus exposés à l'insécurité alimentaire et les plus pauvres, suivis des ménages centrés sur les femmes. Les ménages élargis étaient les moins pauvres et les moins exposés à l'insécurité alimentaire. Les ménages restreints étaient les moins susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire grave.
- Un revenu salarial formel était associé à une sécurité alimentaire des ménages supérieure à la moyenne, tandis qu'un revenu salarial occasionnel était associé à une sécurité alimentaire des ménages inférieure à la moyenne.
- Les marchés ouverts étaient la principale source pour l'achat de nourriture, suivis par les petits magasins et les vendeurs ambulants. Les

supermarchés sont notamment absents du secteur de la distribution alimentaire à Dschang.

- Sur les 10 aliments les plus achetés, huit sont principalement achetés sur les marchés ouverts (œufs, fruits frais, légumes frais, pâtes, sucre, poisson séché, huile de cuisson et riz). Les deux autres aliments importants sont le pain blanc (principalement acheté dans les petits magasins du quartier) et la viande fraîche (d'un boucher).
- Environ trois ménages sur quatre produisent une partie de leur propre nourriture, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines, généralement sur leur propre terrain ou plantation. Le principal obstacle à la culture de la nourriture est le manque de terres. Près de la moitié des ménages élèvent du bétail, les poulets étant les plus appréciés. Le manque d'espace est à nouveau le principal obstacle à l'élevage du bétail.
- Près de la moitié des ménages reçoivent des transferts alimentaires, la plupart des cas venant de parents vivant dans les zones rurales.
- La plupart des ménages consomment une variété d'aliments indigènes pour des raisons nutritionnelles et de santé et ceux-ci sont généralement accessibles sur les marchés de la ville ou auprès de vendeurs ambulants.

En résumé, l'enquête montre que l'insécurité alimentaire est un défi pour de nombreux ménages à Dschang. Cela montre également que le système alimentaire est dynamique et diversifiés, les ménages ayant accès à des aliments de différentes sources. Les données incluses dans ce rapport aideront à identifier les groupes vulnérables dont les besoins doivent être ciblés dans les interventions politiques. Les données aussi révèlent des sources de force dans le système alimentaire local qui peuvent conduire vers une ville plus durable et inclusive.

References

1. Abrahams, Z., Mchiza, Z. and Steyn, N. (2011), "Diet and Mortality Rates in Sub-Saharan Africa: Stages in the Nutrition Transition" *BMC Public Health* 11: 801.
2. ACAPS (2020, January 21). "Cameroon: Escalation of the Anglophone Crisis." At: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20200121_acaps_short_note_escalation_of_the_anglophone_crisis_cameroon_0.pdf
3. Achancho, V. (2013). "Review and Analysis of National Investment Strategies and Agricultural Policies in Central Africa: The Case of Cameroon" In A. Elbehri (ed.), *Rebuilding West Africa's Food Potential* (Rome: FAO/IFAD), pp. 117-149.
4. Afrobarometer (2004). *Lived Poverty in Africa: Desperation, Hope and Patience.*

Afrobarometer Briefing Paper No. 11, Cape Town.

5. Atangana A.R., Tchoundjeu Z., Fondoun J.-M., Asaah E., Ndo-umbe, M. and Leakey, R. (2001). "Domestication of *Irvingia Gabonensis:* 1. Phenotypic Variation in Fruit and Kernels in Two Populations from Cameroon" *Agroforestry Systems* 53: 55–64.
6. Batibonak, S. and Defo, C. (2015). "Diversité alimentaire et preeminence du riz dans les habitudes de consummation au Cameroun" *La revue électronique en sciences de l'environnement.* At: doi.org/10.4000/vertigo.15980.
7. Battersby, J. and Watson, V. (eds.) (2019). *Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities* (London: Routledge).
8. Bilinsky, P. and Swindale, A. (2007). *Months of Adequate Household Food Provisioning (MAHFP) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide* (Washington, DC: Academy for Educational Development).
9. Bloem, S. and de Pee, S. (2017). "Developing Approaches to Achieve Adequate Nutrition Among Urban Populations Requires an Understanding of Urban Development" *Global Food Security* 12: 80-88.
10. Chikanda, A., Crush, J. and Frayne, B. (2018). "Migration and Urbanization: Consequences for Food Security" In B. Frayne, J. Crush and C. McCordic (eds.) *Food and Nutrition Security in Southern African Cities* (London: Routledge), pp. 48-65.
11. Coates, J., Swindale, A. and Bilinsky, P. (2007). *Household Food Insecurity Access Scale (HFIAS) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide (Version 3). Food and Nutrition Technical Assistance Project* (Washington, DC: Academy for Educational Development).
12. Crush, J. and Battersby, J. (eds.) (2016). *Rapid Urbanization, Urban Food Deserts and Food Security in Africa* (Dordrecht: Springer).
13. Degrande, A., Schreckenberg, K., Mbosso, C., Anegbeh, P., Okafor, V. and Kanmegne, J. (2006). "Farmers' Fruit Tree-Growing Strategies in the Humid Forest Zone of Cameroon and Nigeria" *Agroforestry Systems* 67: 159–175.
14. De Zeeuw, H. and Drechsel, P. (eds). *Cities and Agriculture: Developing Resilient Urban Food Systems* (New York: Routledge).
15. FAO (2008). "An Introduction to the Basic Concepts of Food Security." At: www.foodsec.org/docs/concepts_guide.pdf.
16. FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. (2017). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017: Building Resilience for Peace and Food Security* (Rome: FAO).
17. Fon, N. (2011). *The Right to Adequate Food in Cameroon.* The Second and Third Periodic Report (Art. 1-15) of Cameroon to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights. At: https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CESCR/Shared%20Documents/CMR/INT_CESCR_NGO_CMR_47_8399_E.pdf.
18. Fonjong, L. (2004). "Challenges and Coping Strategies of Women Food Crops Entrepreneurs in Fako Division, Cameroon" *Journal of International Women's Studies* 5: 1-17.
19. Frayne, B., Crush, J. and McCordic, C. (eds.) (2018). *Food and Nutrition Security in Southern African Cities* (London: Routledge).
20. Frayne, B. et al. (2010). *The State of Urban Food Insecurity in Southern Africa.* AFSUN Report No. 2, Cape Town.

21. Government of Cameroon (2015). *Caractéristiques de la population. Annuaire statistique du Cameroun* (Yaoundé: National Institute for Statistics).

22. Government of Cameroon (2005). *Enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun, phase 1: Enquête sur l'emploi, rapport principal* (Yaoundé: National Institute for Statistics).

23. IFPRI (2017). *Global Food Policy Report 2017* (Washington, DC: International Food Policy Research Institute).

24. Krishna Bahadur, K.C., Legwegoh, A., Therien, A., Fraser, E. and Antwi-Agyei, P. (2018). "Food Price, Food Security and Dietary Diversity: A Comparative Study of Urban Cameroon and Ghana" *Journal of International Development* 30: 42-60.

25. Kuate, J., Bella-Manga, D. F., Kouodiekong, L., Atanga N. S., David, O. and Parrot, L. (2006). "Enquête sur les cultures fruitières dans les exploitations familiales agricoles en zone humide du Cameroun" *Fruits* 61: 373–387.

26. Leakey, R.R.B., Atangana, A.R., Kengni, E., Waruhiu, A.N., Usuro, C., Anegbeh, P.O. and Tchoundjeu, Z. (2002). "Domestication of Dacryodes Edulis in West and Central Africa: Characterisation of Genetic Variation" *Forests, Trees and Livelihoods* 12: 57–72.

27. Legwegoh, A. and Fraser, E. (2017). "High Food Prices in Urban Cameroon: Coping Strategies and Suggested Policy Actions" *Development in Practice* 27: 1064-1077.

28. Legwegoh, A. and Hovorka, A. (2016). "Exploring Food Choices Within the Context of Nutritional Security in Gaborone, Botswana" *Singapore Journal of Tropical Geography* 37: 76-93.

29. Luan ,Y., Xuefeng, C. and Ferrat, M. (2013). "Historical Trends of Food Self-Sufficiency in Africa" *Food Security* 5: 393–405.

30. Muller, C., Cramer, W., Hare, W.L. and Lotze-Campen, H. (2011). "Climate Change Risks for African Agriculture" *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 108: 4313–4315.

31. Munoz, J.-M. (2018). *Doing Business in Cameroon: An Anatomy of Economic Governance* (Cambridge: Cambridge University Press).

32. Nickanor, N., Kazembe, L. and Crush, J. (2019). *Food Security in Africa's Secondary Cities: No. 2. The Oshakati-Ongwediva-Ondangwa Corridor, Namibia.* AFSUN Report No. 28, Cape Town.

33. Nickanor, N., Crush, J. and Pendleton, W. (2016). "Migration, Rural-Urban Linkages and Food Insecurity" In J. Crush and J. Battersby (eds.) *Rapid Urbanisation, Urban Food Deserts and Food Security in Africa* (Dordrecht: Springer), pp. 127-142.

34. Raimond, C., Garine, É. and Langlois, O. (eds.) (2005). *Ressources vivrières et choix alimentaires dans le Bassin du lac Tchad* (Paris: IRD-Prodig).

35. Riley, L. and Caesar, M. (2018). "Urban Household Food Security in China and Mozambique: A Gender-Based Comparative Approach" *Development in Practice* 28: 1012-1021.

36. Riley, L., Chilanga, E., Zuze, L. and Joynt, A. (2018). *Food Security in Africa's Secondary Cities: No. 1. Mzuzu, Malawi*. AFSUN Report No. 27, Cape Town.

37. Riley, L. and Dodson, B. (2019). *The Interface Between Urbanization, Gender and Food in the Global South*. Hungry Cities Partnership Discussion Paper No. 36, Cape Town and Waterloo.

38. Ruel, M., Garrett, J., Yosef, S. and Olivier, M. (2017) "Urbanization, Food Security and Nutrition" In S. de Pee, D. Taren and M. Bloem (eds.), *Nutrition and Health in a Developing World 3rd Edition* (New York: Springer & Humana Press), pp. 705-736.

39. Schreckenberg, K., Degrande, A., Mbosso, C., BoliBaboule, Z., Boyd, C., Enyong, L., Kanmegne, J. and Ngong, C. (2002). "The Social and Economic Importance of *Dacryodes Edulis* (G. Don) H.J. Lam in Southern Cameroon" *Forests, Trees and Livelihoods* 12: 15–40.

40. Sneyd, L. (2013). "Wild Food, Prices, Diets and Development: Sustainability and Food Security in Urban Cameroon" *Sustainability* 5: 4728-4759.

41. Swindale, A and Bilinsky, P. (2006). *Household Dietary Diversity Score (HDDS) for Measurement of Household Food Access: Indicator Guide (Version 2)* (Washington, DC: Academy for Educational Development).

42. United Councils and Cities of Cameroon (UCCC) (c2020). *Dschang*. At: http://cvuc.cm/national/index.php/fr/carte-communale/region-de-louest/158-association/carte-administrative/ouest/menoua/458-dschang.

43. UN (2017). *Household Size and Composition Around the World 2017.* At: https://www.un.org/en/development/desa/population/publications/pdf/ageing/household_size_and_composition_around_the_world_2017_data_booklet.pdf

44. UNDP (2020). *World Population Prospects 2019.* At: https://population.un.org/wpp/Graphs/Probabilistic/POP/TOT/900.

45. VOA (2009, October 29). "Cameroon Undertakes Nationwide Census." At: https://www.voanews.com/archive/cameroon-undertakes-nationwide-census.

46. World Bank (2020a). *Poverty & Equity Data Portal.* At: http://povertydata.worldbank.org/poverty/country/CMR.

47. World Bank (2020b). *Data Catalogue: Population Estimates and Projections*. At: https://datacatalog.worldbank.org/dataset/population-estimates-and-projections.

Sécurité Alimentaire Dans Les Villes Secondaires en Afrique: N°. 3. Dchang, Cameroon

Ce rapport fait partie des efforts du Réseau urbain africain sur la sécurité alimentaire (AFSUN) pour accroître les connaissances sur les systèmes alimentaires urbains et l'insécurité alimentaire des ménages dans les villes africaines. Axé sur la sécurité alimentaire dans la municipalité de Dschang au Cameroun, le rapport s'appuie sur des études de villes secondaires au Malawi et en Namibie. Ces études confirment que l'insécurité alimentaire des ménages est répandue dans les petites villes africaines et qu'elle est liée à la pauvreté, à la hausse des prix des denrées alimentaires, au chômage élevé et aux opportunités limitées de produire de la nourriture. Ce rapport sur Dschang contribue à une compréhension de la pauvreté dans la ville en termes de ce que les gens mangent, comment ils se nourrissent et les difficultés que les ménages rencontrent pour accéder aux nécessités telles que l'eau et l'électricité. L'accent mis par l'AFSUN sur l'alimentation en tant que question urbaine apporte une nouvelle perspective aux discussions sur la sécurité alimentaire en Afrique centrale, en particulier au Cameroun. Bien que cette étude se concentre sur Dschang, ses conclusions et recommandations peuvent être appliquées aussi bien au niveau national que local. Le rapport vise à aider le gouvernement camerounais à améliorer ses politiques de sécurité alimentaire, la gouvernance du système alimentaire et la planification urbaine.

AFSUN

www.afsun.org